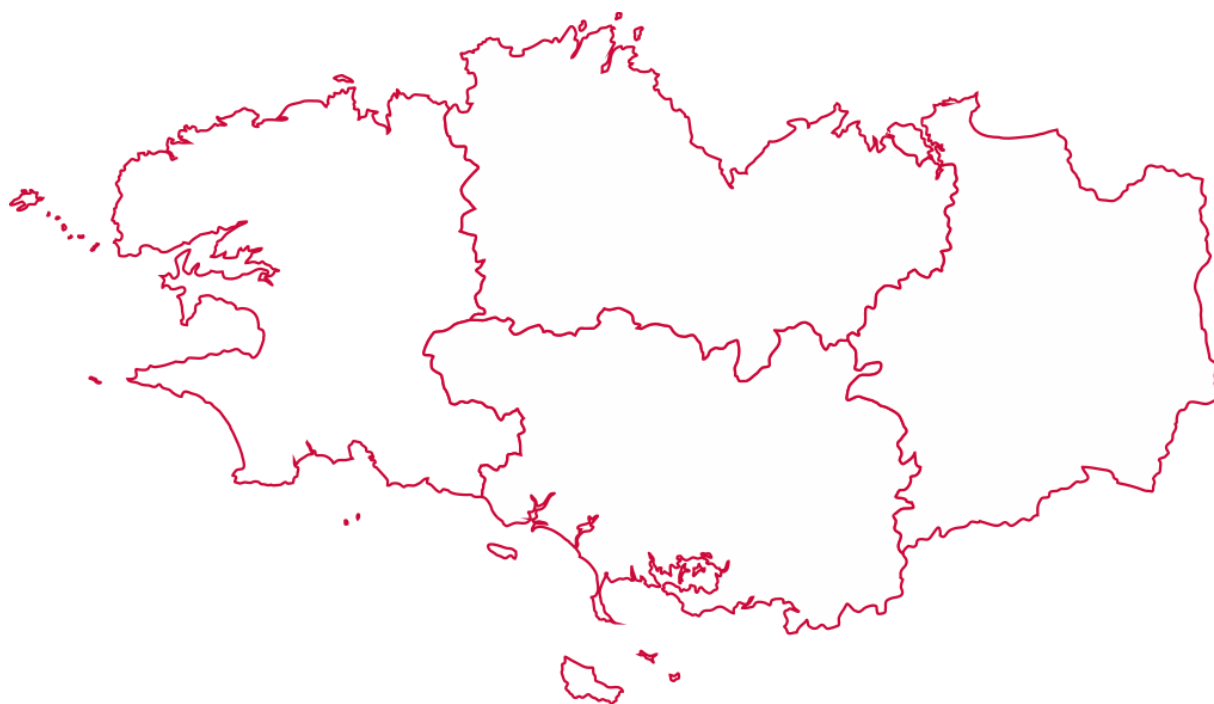


Décembre 2019

Restitution des résultats

DIAGNOSTIC RÉGIONAL POUR LA LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE EN BRETAGNE

Restitution des résultats et préconisations



INTRODUCTION	3
I- METHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC.....	6
A. Le diagnostic partagé avec les acteurs.trices de terrain.....	6
1. Identification et mobilisation des partenaires	6
a. En Côtes-d’Armor	7
b. Dans le Finistère	8
c. En Ille-et-Vilaine	8
d. Dans le Morbihan	9
e. Variations de contexte et réception de la démarche de diagnostic dans les quatre départements.....	9
2. Les entretiens	10
3. Le questionnaire en ligne	11
4. Les professionnel.les et bénévoles ayant contribué au diagnostic.....	12
5. Des données à prendre avec précaution	13
B. Le diagnostic Internet	15
1. Rappel de la méthodologie.....	15
2. Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018 et impacts sur le diagnostic en Bretagne.....	16
3. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des clients-prostitueurs.....	17
II- PREMIERES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHENOMENE PROSTITUTIONNEL DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS BRETONS	19
A. Nombre de personnes en situation de prostitution probable ou avérée, identifiées par les professionnel.les et bénévoles des quatre départements	19
B. Nombre d’annonces Internet de prostitution dans les quatre départements	21
III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION	24
A. La prostitution visible	26
B. La prostitution discrète.....	27
1. La prostitution dans les appartements, maisons et hôtels.....	27
2. La prostitution dans les établissements de loisirs : bars, clubs et les salons de massage	28
3. La prostitution dans les établissements institutionnels : structures d’hébergement, établissements scolaires et centres pénitentiaires	29
C. La prostitution contre biens ou services	29
D. Un manque de données sur les zones rurales	30
E. La prostitution via Internet : répartition géographique et éléments qualitatifs à partir des annonces répertoriées	31

IV- LES PERSONNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE.....	35
A. Profil des personnes en situation de prostitution	35
1. Une immense majorité de femmes.....	35
2. Davantage de personnes françaises identifiées	36
3. De nombreuses personnes jeunes, voire très jeunes	39
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités.....	42
C. Des conditions de vie précaires	44
V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS	45
A. Proxénétisme et traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle	45
1. Des réseaux internationaux organisant des « sex tours » via Internet.....	46
2. Du proxénétisme hôtelier	47
3. Du proxénétisme dans les bars à hôtessees et salons de massage	48
4. Des réseaux de proxénétisme et de traite présents sur la prostitution de rue.....	48
5. Du proxénétisme dans le cadre de violences conjugales	49
6. Du proxénétisme sur des jeunes filles mineures	49
7. Autres faits de proxénétisme identifiés	49
B. Les acheteurs de prostitution	50
CONCLUSION ET PISTES D'ACTION	54
ANNEXES	61

INTRODUCTION

En 2017-2018, la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (DRDFE) de la Préfecture de région Bretagne a demandé à l'Amicale du Nid de conduire un diagnostic pour la lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle dans les quatre départements bretons. La démarche a également été inscrite dans les orientations stratégiques du Plan régional santé sexuelle. Elle a été conduite de mars 2018 à octobre 2019, en étroite collaboration avec les Directions départementales de la cohésion sociale (délégations départementales aux droits des femmes et à l'égalité) et la DRDFE.

Le diagnostic s'inscrit dans le cadre de l'application de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées¹ (*les principales mesures sont présentées en annexe 1, page 60*). L'application de cette loi se situe principalement à l'échelon départemental, avec la création de commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Ces commissions, dans lesquelles sont représentées des institutions publiques et des associations agréées², ont deux missions : définir la stratégie de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle du département et étudier les demandes d'entrée dans des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle.

La commission départementale du Morbihan a été installée le 26 septembre 2017, celle du Finistère le 26 juin 2019. Les commissions des Côtes-d'Armor et d'Ille-et-Vilaine seront mises en place au premier trimestre 2020 dans le prolongement du diagnostic territorialisé réalisé. L'année 2020 devrait aussi voir se concrétiser l'implantation d'une équipe mobile de l'Amicale du Nid en Bretagne pour appuyer les acteurs locaux dans la prévention, le repérage et l'accompagnement des personnes en situation de prostitution. L'association est agréée pour porter les parcours de sortie de la prostitution dans les quatre départements.

¹ Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

La loi peut être consultée ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032396046&categorieLien=id>

² La composition des commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains est fixée par le Décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre.

Le décret peut être consulté ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/28/FDFA1621870D/jo/texte>

Première étape de ce travail sur la problématique de la prostitution, le diagnostic commandé par la DRDFE avait trois grands objectifs :

- Etablir un chiffrage *a minima* du nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution.
- Identifier les structures susceptibles de rencontrer ces personnes, poser les bases d'une culture commune et mobiliser pour la constitution d'un réseau partenarial qui sera activable dans le cadre des futurs parcours de sortie de la prostitution.
- Proposer des pistes d'action pour lutter contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

Pour répondre à ces objectifs, la méthodologie suivante a été proposée :

- Sensibilisation des acteurs.trices de terrain et recueil de données par un questionnaire en ligne et des entretiens
- Etude quantitative et qualitative des annonces Internet d'offre de prostitution
- Restitution et préconisations

La collecte de données a donc eu lieu en deux grandes parties : un diagnostic partagé auprès de professionnel.les et bénévoles dans les quatre départements (mars 2018 à octobre 2019) et un diagnostic de la prostitution via Internet (mai à juillet 2018), complétés par une revue de presse. Les données recueillies permettent d'envisager une première quantification, *a minima*, du phénomène prostitutionnel en Bretagne. Elles font apparaître différents lieux et formes de prostitution et apportent de précieuses informations concernant les personnes en situation, probable ou avérée, de prostitution et leurs parcours de vie. Elles font émerger, enfin, des éléments d'analyse sur les autres acteurs du système prostitutionnel, proxénètes et acheteurs de prostitution, présents dans la région, ainsi que les besoins des partenaires pour mieux lutter contre ce système et en accompagner les victimes.

Précautions méthodologiques :

→ Ce diagnostic met en lumière l'existence de la prostitution dans les quatre départements bretons, via le prisme des acteurs.trices de terrain et des annonces Internet.

- Les données recueillies lors du diagnostic partagé sont le reflet de la vision des professionnel.les et bénévoles interrogé.es, de leur représentativité et de leur sensibilité au sujet de la prostitution.
- Les données du diagnostic Internet sont une photographie à un moment T.

Synthèse des résultats	Côtes-d'Armor (22)	Finistère (29)	Ille-et-Vilaine (35)	Morbihan (56)	Total
Diagnostic partagé avec les professionnel.les et bénévoles					
Participant.es au diagnostic	118	223	169	120	630
Personnes en situation de prostitution, probable ou avérée, identifiées	116	178	226	141	661
Diagnostic Internet					
Annonces Internet d'offre de prostitution	283	649	992	467	2391
Estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet	133	305	466	219	1123

I- METHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC

Les données du diagnostic ont été collectées via deux sources principales :

- Auprès des professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution (mars 2018 – octobre 2019)
- Sur des sites Internet proposant des annonces d’offre de prostitution (mai – juillet 2018)

Les méthodologies et les temporalités différant, il n’apparaît pas pertinent d’agréger quantitativement ces deux sources de données. Toutes deux permettent cependant de se faire une première idée de l’ampleur du phénomène prostitutionnel en Bretagne. Elles apportent, de plus, des indications qualitatives complémentaires et concordantes dans l’analyse du système prostitutionnel appliquée aux territoires étudiés.

Les éléments recueillis ont été complétés par une revue de presse des articles parus entre 2015 et 2019 traitant de faits de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains en Bretagne (*voir annexe 2, page 61*).

A. Le diagnostic partagé avec les acteurs.trices de terrain

Le diagnostic partagé a été réalisé au moyen d’entretiens semi-directifs et d’un questionnaire en ligne auprès des professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution. La première étape a consisté à identifier et mobiliser ces professionnel.les et bénévoles. Cette étape était d’autant plus importante que de nombreuses structures contactées au cours du diagnostic pourront être amenées à intervenir dans les parcours de sortie de la prostitution.

1. Identification et mobilisation des partenaires

Des échanges avec les Déléguées départementales aux droits des femmes et à l’égalité (DDFE) ont permis d’établir une liste de partenaires à contacter pour la réalisation des entretiens et la diffusion du questionnaire en ligne. Les acteurs.trices ont été ciblé.es le plus largement possible. L’objectif n’était pas d’être représentatif de la totalité des professionnel.les et bénévoles dans les territoires étudiés mais bien d’assurer un nombre de contributions suffisant au diagnostic pour que les données recueillies soient exploitables.

Les structures contactées sont des institutions publiques et des associations intervenant dans les champs d'activité suivants :

- Accueil et accompagnement social, insertion sociale et professionnelle
- Hébergement
- Santé
- Education, jeunesse
- Sécurité publique
- Justice

Pour chacun des départements, une base de données des contacts, complétée tout au long du diagnostic, a été créée. En coopération avec les DDFE, les modalités de prise de contact et de diffusion du questionnaire en ligne ont varié.

a. En Côtes-d'Armor³

Le diagnostic a démarré plus tard que dans les autres départements en raison d'une vacance de poste au niveau de la DDFE jusqu'en septembre 2018.

Afin de mobiliser rapidement un grand nombre d'acteurs.trices, une demi-journée de sensibilisation a été organisée le 21 mars 2019, sous la forme d'une conférence sur la thématique « Prostitution en Côtes d'Armor : quels visages à l'heure d'Internet ». Cet évènement a marqué le lancement de la démarche de diagnostic dans le département. Un document de synthèse a été remis à la centaine de participant.es présent.es, avec le lien vers le questionnaire en ligne. Ce même lien a été diffusé par la Déléguée départementale aux droits des femmes, tandis que des contacts étaient pris avec une trentaine de structures pour solliciter des entretiens.

Une demi-journée de sensibilisation a été réalisée auprès de l'équipe de la Mission locale de Saint-Brieuc.

³ Les données sont présentées dans l'ordre croissant des numéros de département : Côtes-d'Armor (22), Finistère (29), Ille-et-Vilaine (35), Morbihan (56).

b. Dans le Finistère

Les prises de contact et de rendez-vous pour les entretiens ont été organisées par la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

Une série d'entretiens a eu lieu en juin-juillet-août 2018, servant de base à la diffusion du questionnaire en ligne. Deux entretiens supplémentaires ont permis de compléter les réponses obtenues, en novembre 2018 et février 2019.

Une réunion d'information collective a été organisée par le CCAS (centre communal d'action sociale) de Brest, réunissant une dizaine de personnes et une demi-journée de sensibilisation a été effectuée auprès de l'équipe de Coallia à Morlaix. Une restitution partielle et une présentation de la loi du 13 avril 2016 ont également eu lieu lors de la Commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 22 novembre 2018, permettant d'informer et de relancer la mobilisation d'un nombre important d'acteurs.trices.

c. En Ille-et-Vilaine

Comme dans le Finistère, les premières rencontres ont eu lieu à l'été 2018. L'implication de la Mairie de Rennes a permis à la démarche de prendre de l'ampleur sur la métropole rennaise. La mobilisation a eu lieu en plusieurs temps. L'Amicale du Nid a rencontré Charlotte Marchandise-Franquet, maire adjointe déléguée à la santé et à l'environnement, en juillet, puis a été invitée à participer à la cellule de veille du comité local de sécurité et de prévention de la délinquance du quartier de Maurepas. Le 17 janvier 2019, une réunion a été co-organisée par la DRDFE et la Mairie de Rennes. Une vingtaine de partenaires étaient présent.es pour échanger sur le système prostitutionnel, la loi du 13 avril 2016 et la démarche de diagnostic.

Une deuxième phase d'entretiens a suivi entre février et mai 2019, ainsi qu'une réunion d'information collective au CHU de Rennes en mars et une intervention lors de la cellule de veille du SIAO en juillet.

A la demande de la Mairie de Rennes, un questionnaire expérimental ayant pour objectif de recueillir directement la parole des personnes en situation, passée ou présente, de prostitution a été proposé. Ce questionnaire spécifique a été diffusé, en ligne et en version Word, aux acteurs.trices présent.es lors de la réunion du 17 janvier 2019 afin de le mettre à disposition de leur public selon des modalités choisies par chaque structure. Nous n'avons

malheureusement pas reçu de retours à ce questionnaire et n'avons pas suffisamment d'éléments, à ce jour, pour expliquer cette absence de réponse. Les blocages peuvent être multiples et se situer aussi bien au niveau des professionnel.les et bénévoles sollicité.es que des personnes concernées par la prostitution. Dans les deux cas, il semble qu'un accompagnement eut été nécessaire pour favoriser l'appropriation de l'outil et son remplissage.

d. Dans le Morbihan

Le Morbihan est le premier département breton sur lequel la démarche de diagnostic a été déployée, après avoir été validée par les membres de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains du 26 septembre 2017.

En novembre 2017, le diagnostic a fait l'objet d'une annonce à l'occasion du colloque « Prostitution – Prévenir et accompagner », organisé par le Mouvement du Nid, la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) et l'Université Bretagne-Sud (UBS) dans le Morbihan, et retransmis dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine, permettant d'informer et de commencer à mobiliser de nombreux.euses acteurs.trices.

A partir de mars 2018, le questionnaire a été largement diffusé par la DDFE. Des relances ont été effectuées jusqu'en juillet. Les réponses ont été complétées par 5 entretiens semi-directifs organisés par la Déléguée départementale aux droits des femmes, à Lorient et à Vannes, les 27 et 28 juin 2018.

e. Variations de contexte et réception de la démarche de diagnostic dans les quatre départements

Comme le laissent entrevoir les éléments décrits ci-dessus, les processus de mobilisation et la réception de la démarche de diagnostic ont varié en fonction des contextes et des réseaux partenariaux locaux.

Dans le Morbihan, plusieurs travaux avaient déjà été conduits sur le sujet de la prostitution, en particulier par la délégation du Mouvement du Nid présente à Lorient. Celle-ci mène depuis plus de 30 ans des actions de prévention, sensibilisation et formation à destination du grand public et des professionnel.les du territoire. Ce terrain favorable, ainsi que la mise en place préalable de la commission départementale, a permis de démarrer par la diffusion du

questionnaire et d'envisager les entretiens comme un complément aux réponses obtenues, à la toute fin de la collecte de données.

En Ille-et-Vilaine, particulièrement au niveau de la métropole rennaise sur laquelle s'est concentré le diagnostic du fait notamment de l'implication de la Mairie, des travaux avaient été engagés sur la prostitution sous l'angle de la santé. Une première réunion avait été organisée par la Mission de promotion de la santé de la ville de Rennes en 2017. Des positions différentes concernant la législation à adopter sur le système prostitutionnel ont pu s'exprimer, tout comme dans le Finistère où plusieurs acteurs.trices rencontrés nous ont fait part de différences d'approche marquées et d'un contexte militant parfois tendu, notamment sur la métropole brestoise. Si certaines structures ont fait le choix de ne pas participer au diagnostic, la conduite des entretiens, en parallèle de la diffusion du questionnaire, a permis de mieux comprendre les enjeux. L'inscription du diagnostic dans les actions du Groupe régional consacré aux personnes en situation de prostitution, dans le cadre du Plan régional santé sexuelle, s'est révélé être un appui précieux pour faire dialoguer et travailler ensemble des acteurs.trices aux positionnements variés.

En Côtes-d'Armor, le sujet de la prostitution est au contraire apparu comme quasi inexistant. Très peu d'institutions et associations s'étaient déjà posé la question, d'où l'importance de proposer un temps d'information et de sensibilisation avant de procéder aux entretiens et à l'envoi du questionnaire. Une hétérogénéité des dispositifs de prise en charge des femmes victimes de violences, sexuelles en particulier, est apparue en fonction des territoires (Dinan, Guingamp, Lannion, Saint-Brieuc).

2. Les entretiens

Au total, 57 entretiens semi-directifs ont été conduits en Bretagne entre juillet 2018 et octobre 2019, avec une centaine de professionnel.les et bénévoles :

- 18 entretiens en Côtes-d'Armor
- 17 entretiens dans le Finistère
- 17 entretiens en Ille-et-Vilaine
- 5 entretiens dans le Morbihan

(La liste complète des structures rencontrées en entretien est disponible en annexe 3, page 64).

Les entretiens ont été conduits individuellement ou collectivement. La plupart ont eu lieu sur place, quelques-uns ont été réalisés par téléphone. Ces rencontres ont été l'occasion de mieux connaître le partenariat local, présenter la loi du 13 avril 2016 et la démarche de diagnostic, échanger sur le système prostitutionnel, les éventuels situations ou risques de prostitution identifiés, les besoins en termes de prévention, de repérage et d'accompagnement.

La prostitution étant généralement peu traitée, y compris dans les départements où des travaux avaient déjà été engagés, les entretiens avaient d'abord pour objectif de la faire émerger comme un sujet d'attention pour les acteurs.trices du territoire et d'apporter quelques éléments de réflexion sur le phénomène. En Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine et dans le Finistère, il s'agissait ensuite de faciliter l'appropriation de la démarche de diagnostic pour maximiser les chances de diffusion du questionnaire et de réponses au sein des structures et des réseaux de partenaires locaux. Dans le Morbihan, comme précisé ci-dessus, les 5 entretiens ont permis d'apporter des éléments qualitatifs supplémentaires, en particulier sur la prostitution des mineur.es et le proxénétisme.

3. Le questionnaire en ligne

Le questionnaire en ligne, auto-administré via Google Form, a été envoyé par mail avec une présentation de la démarche de diagnostic par les Déléguées départementales aux droits de femmes et à l'égalité des quatre départements. Des points réguliers ont eu lieu par téléphone avec chacune d'elles pour élargir la diffusion et relancer de manière ciblée les structures n'ayant pas répondu.

Au total, 538 professionnel.les et bénévoles ont répondu au questionnaire :

- 87 en Côtes-d'Armor
- 196 dans le Finistère
- 137 en Ille-et-Vilaine
- 118 dans le Morbihan

Le questionnaire était constitué de deux parties :

I- Le repérage et l'identification des personnes en situation ou en risque de prostitution

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

(Le questionnaire est disponible en annexe 4, page 66).

Le questionnaire avait pour objectif de faire remonter deux types de données :

- Des éléments sur les risques et les situations de prostitution identifiés, de manière probable ou avérée, par les acteurs.trices de terrain : formes et lieux de prostitution, personnes victimes du système prostitutionnel et leurs parcours de vie, présence de proxénètes et/ou de réseaux de traite des êtres humains.
- Des éléments sur les pratiques professionnelles des répondant.es : les ressources déployées, les besoins, les difficultés rencontrées.

Tout comme les entretiens, le questionnaire a été conçu comme un outil de collecte de données mais aussi de sensibilisation au sujet du système prostitutionnel. De courts paragraphes d'information sur les différentes formes de prostitution, les causes d'entrée dans le système prostitutionnel et le cadre législatif ont été introduits. Sur ce dernier point, le questionnaire du Morbihan comprenait une troisième série de questions sur la loi du 13 avril 2016 et la mise en œuvre des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Le choix a été fait, pour les trois autres départements, de la remplacer par une infographie informative sur les principales mesures de la loi, afin de diminuer le temps de remplissage.

La possibilité de répondre au questionnaire collectivement, en indiquant le nombre de professionnel.les et/ou bénévoles consulté.es, a également été ajoutée pour la diffusion en Côtes-d'Armor, dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine. Cette modalité de réponse a été pensée comme un moyen d'aborder le sujet de la prostitution en équipe, à l'échelle d'un service ou d'une structure. Nous émettons l'hypothèse que des acteurs.trices du Morbihan aient pu répondre collectivement également mais sans pouvoir nous le signaler. Le nombre de répondant.es morbihannais.es présenté ci-dessus peut par conséquent être sous-estimé.

4. Les professionnel.les et bénévoles ayant contribué au diagnostic

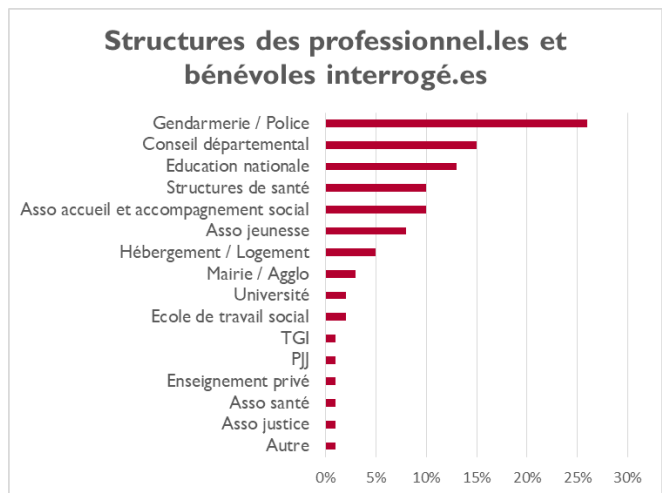
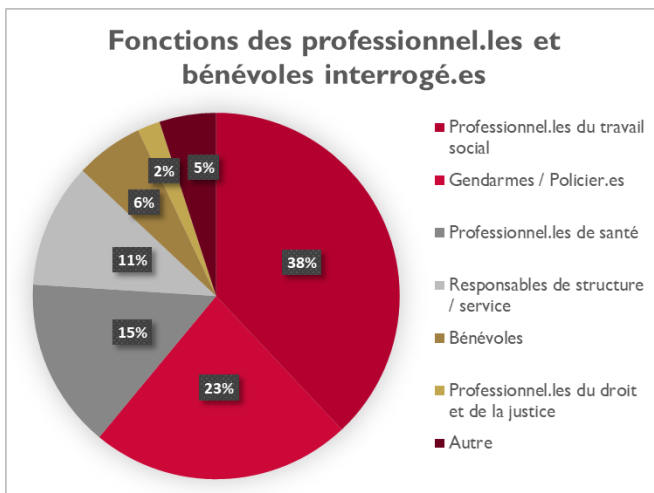
Au total, ce sont 630 professionnel.les et bénévoles qui ont participé au diagnostic en Bretagne, via les entretiens et/ou le questionnaire en ligne :

- 118 en Côtes-d'Armor
- 223 dans le Finistère
- 169 en Ille-et-Vilaine
- 120 dans le Morbihan

Elles.ils sont principalement travailleurs.euses sociaux.les (239), policier.es et gendarmes (147), professionnel.les de santé (93). On notera des variations importantes selon les

départements, qui ont très certainement influé sur les résultats obtenus. Les membres des forces de l'ordre apparaissent notamment surreprésentés dans le Finistère où elles.ils constituent près de la moitié des participant.es au diagnostic. Dans les trois autres départements, ce sont les professionnel.les du secteur social qui sont majoritaires (43% dans le Morbihan, 46% en Côtes-d'Armor, 59% en Ille-et-Vilaine).

Les structures les plus représentées sont la police et la gendarmerie (165), les Conseils départementaux (95), l'Education Nationale (79), les associations ayant des missions d'accueil et d'accompagnement social (63), les établissements de santé (62) et les associations spécialisées dans la jeunesse (51). Là encore, les proportions sont très différentes selon le département observé avec, logiquement, la même distorsion qu'exposée ci-dessus concernant les forces de l'ordre dans le Finistère, mais aussi davantage de répondant.es issu.es d'associations du secteur social. En Ille-et-Vilaine, les répondant.es travaillant pour le Conseil départemental et l'Education nationale sont plus nombreux.ses, en proportion et en chiffre absolu, que dans les autres départements. Les structures de santé sont davantage représentées dans le Morbihan. La répartition apparaît plus équilibrée en Côtes-d'Armor.



5. Des données à prendre avec précaution

Les données présentées dans cette étude doivent être considérées avec une extrême précaution. Elles n'ont pas de valeur absolue en dehors du contexte de ce diagnostic et ne peuvent être comparées de manière brute, car elles ne représentent pas objectivement l'intégralité de la réalité du phénomène prostitutionnel dans les quatre départements étudiés. Au-delà de la variabilité du nombre et des fonctions et structures des participant.es au diagnostic dans chaque département, les éléments recueillis sont déclaratifs et comportent en cela des difficultés d'interprétation dues au fait qu'ils reflètent :

- L'intérêt porté au sujet de la prostitution, au niveau individuel pour chacun.e des professionnel.les et bénévoles interrogé.es, mais aussi à l'échelle du département et des politiques publiques qui y sont menées (*voir notamment I-A-1-e- Variations de contexte et réception de la démarche de diagnostic dans les quatre départements*).
- Les niveaux de sensibilisation et de formation des professionnel.les et bénévoles à la problématique du système prostitutionnel. Le repérage des personnes en situation ou en risque de prostitution s'avère complexe. La prostitution est rarement nommée par les personnes qui en sont victimes, et par les professionnel.les et bénévoles qui les rencontrent, du fait des nombreuses représentations qui l'entourent et qui influencent, souvent de manière inconsciente, les façons dont elle est perçue. Les réponses au questionnaire et les entretiens réalisés indiquent que tous.les acteurs.trices interrogé.es n'en sont pas au même stade de travail ou de réflexion sur ces représentations. Tous.les n'ont pas le même degré de connaissance du système prostitutionnel.
- Des faits qui ont été, pour un certain nombre d'entre eux, rapportés par les personnes victimes. Les discours, et leur rapport, dépendent de plusieurs niveaux d'interprétation : ils sont nécessairement contraints par ce que les personnes victimes acceptent et/ou sont en mesure de révéler et par la capacité des professionnel.les et des bénévoles à les entendre. Cette contrainte se retrouve pour toutes les violences sexistes et sexuelles. De manière générale, très peu de femmes victimes de violences portent plainte (environ 14% pour les violences au sein du couple, 10% pour les viols en France métropolitaine⁴). Cela s'explique par l'emprise exercée par les agresseurs mais aussi par la tolérance aux violences sexistes et sexuelles de notre société : les violences subies sont tabous, renvoyées à la sphère privée, les femmes victimes sont stigmatisées, la charge de la culpabilité inversée. Ces phénomènes apparaissent particulièrement exacerbés dans le cas de la prostitution. Dans ce contexte, la connaissance et la conscience des professionnel.les et bénévoles de la problématique sont clés pour permettre aux victimes de parler de leur vécu.

Sur l'ensemble de la région, seulement 70 répondant.es au questionnaire en ligne indiquent avoir déjà suivi une formation sur le système prostitutionnel (soit 13%). 494 se considèrent insuffisamment outillé.es pour identifier, aborder le sujet et orienter ou accompagner les personnes en situation ou en risque de prostitution (92%).

⁴ <http://stop-violences-femmes.gouv.fr/Les-chiffres-de-referance-sur-les.html>

B. Le diagnostic Internet

62% de la prostitution passerait aujourd'hui par Internet⁵, pour la mise en relation entre acheteurs d'actes sexuels et personnes en situation de prostitution. Parallèlement à la mobilisation des acteurs.trices du territoire, nous avons donc choisi de considérer Internet comme un terrain de recherche à part entière.

1. Rappel de la méthodologie

La méthodologie utilisée pour la région Bretagne reprend celle développée lors du diagnostic dans quatre départements d'Ile-de-France en 2016-2017⁶. Cette section en présente les grandes lignes.

(Un descriptif complet de la méthode employée et des précautions à prendre dans l'interprétation des résultats, issu de la restitution du diagnostic en Ile-de-France est disponible en annexe 5, page 72).

40 sites Internet ont été étudiés, à partir d'une liste issue du diagnostic Ile-de-France et mise à jour au moyen d'une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ».

Ces sites peuvent être répartis en trois catégories : les sites spécialisés en « escorting » (sites d'agences d'« escorts » basées à l'étranger ou catalogues d'« escorts »), les sites de petites annonces généralistes et les sites de rencontres. Un site répertorie également des salons de massage érotique.

Sur ces 40 sites, une quantification des annonces a été effectuée dans les quatre départements bretons, avec un tri en fonction des villes déclarées par les auteur.es des annonces.

Au total, 2391 annonces ont été comptabilisées en Bretagne entre le 4 mai et le 11 juillet 2018 :

- 283 annonces en Côtes-d'Armor
- 649 annonces dans le Finistère

⁵ Mouvement du Nid et Psytel, Etude « PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France », 2015.

La synthèse de l'étude est consultable ici : <https://prostcost.files.wordpress.com/2015/05/prostcost-synthc3a8se-ok.pdf>

⁶ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017.

Le document complet est téléchargeable ici : <http://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-de-la-prostitution-dans-quatre-departements-dile-de-france/>

- 992 annonces en Ille-et-Vilaine
- 467 annonces dans le Morbihan

Les 2391 annonces bretonnes ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du calculateur gratuit du site checkmarket.com. Cette représentativité est cependant à nuancer avec une sous-représentation des sites de petites annonces par rapport aux résultats de notre analyse quantitative. L'échantillon a en effet été constitué sur la base d'une population de 1624 annonces, soit le total des annonces comptabilisées moins les annonces de Vivastreet et de Wannonce, tous deux inutilisables au moment de l'analyse qualitative (*voir paragraphe suivant : I-B-2- Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018 et impacts sur le diagnostic en Bretagne*). Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a été fixé à 311. Ces 311 annonces ont ensuite été réparties par département et par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page. 45 annonces ont ainsi été étudiées en Côtes-d'Armor, 91 dans le Finistère, 112 en Ille-et-Vilaine et 63 dans le Morbihan.

2. Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018 et impacts sur le diagnostic en Bretagne

Si la même méthodologie a pu être utilisée en Ile-de-France et en Bretagne, il est intéressant de noter que des évolutions ont eu lieu dans le paysage Internet entre ces deux études.

Vivastreet, dont les rubriques « Erotica » et « Erotica gay » étaient réputées pour héberger des annonces d'offre de prostitution⁷, fait actuellement l'objet d'une information judiciaire pour proxénétisme aggravé, ouverte par le parquet de Paris le 30 mai 2018. Le site était déjà visé par une enquête préliminaire suite aux plaintes déposées par le Mouvement du Nid et les parents d'une jeune fille mineure en situation de prostitution en 2016. Les différentes rubriques « Rencontres », parmi lesquelles « Erotica », ont été suspendues par Vivastreet au mois de juin 2018⁸.

⁷ Laure Motet, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », *Le Monde*, 2 février 2017 : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/02/les-differents-visages-de-la-prostitution-par-petites-annonces_5073329_4355770.html

⁸ « Prostitution : Vivastreet suspend sa rubrique Rencontres », *Le Monde*, 19 juin 2018 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/06/19/prostitution-vivastreet-suspend-sa-rubrique-rencontres_5317513_3224.html

Le site Wannonce, également régulièrement cité dans des affaires de proxénétisme, est inaccessible depuis le mois de juillet 2018.

L'interruption de Vivastreet et de Wannonce a impacté notre diagnostic Internet puisqu'elle a eu lieu alors que l'étude était en cours. Le nombre d'annonces répertoriées en Côtes-d'Armor est bien moindre que celui des trois autres départements, Vivastreet ayant déjà suspendu ses rubriques « Rencontres » au moment où nous avons effectué la quantification sur ce département. Comme précisé ci-dessus, Vivastreet et Wannonce n'ont pas non plus été utilisés lors de l'analyse qualitative. La conduite de diagnostics ultérieurs, dans le Maine-et-Loire et le Pas-de-Calais, laisse penser qu'il y aurait eu une certaine migration des annonces vers des sites spécialisés en « escorting ». L'issue de la procédure visant Vivastreet sera déterminante concernant la lutte contre le proxénétisme sur Internet en France, dans le nouveau contexte législatif.

3. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des clients-prostitueurs

Parallèlement à l'étude des annonces d'offre de prostitution, nos recherches sur Internet ont permis d'apporter des éléments d'information sur la prostitution en Bretagne concernant deux points :

- Les lieux à « haut risque prostitutionnel ». Les bars à hôtesse (également appelés bars à champagne, américains ou à bouchons selon les régions), les clubs à vocation sexuelle (libertinage, strip-tease, échangisme...) et les salons de massage érotique sont susceptibles d'abriter des activités prostitutionnelles. Cette réalité est confirmée par les témoignages de personnes accompagnées par les associations spécialisées. Malgré cela, comme l'indique le rapport d'information parlementaire Geoffroy / Bousquet de 2011, « la preuve de l'activité prostitutionnelle est difficile à apporter, étant donné l'apparence de légalité de ces établissements »⁹. Une recherche Google à partir de mots clés tels que « bar à hôtesse + département » ou « salon de massage érotique + département », ainsi que la consultation des sites www.clubech.fr et www.petitfute.com (rubrique « S'amuser - sortir »), croisées avec les réponses au questionnaire en ligne et les entretiens réalisés auprès des professionnels et bénévoles des quatre départements, nous ont permis de dresser une liste de ces lieux,

⁹ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011.
Le rapport complet est consultable ici : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3334.asp>

que nous appelons « à haut risque prostitutionnel » (*voir III-B-2- La prostitution dans les établissements de loisirs : bars, clubs et salons de massage*). Le fait de le mentionner dans ce diagnostic ne signifie pas que des faits de prostitution avérés y ont nécessairement été constatés mais permet d'exprimer notre inquiétude, et celle de plusieurs acteurs.trices de terrain, quant aux risques prostitutionnels qu'ils peuvent engendrer.

- Les acheteurs de prostitution. Comme nous le verrons dans la dernière partie de ce diagnostic, les acheteurs d'actes sexuels sont tout à fait visibles sur Internet. Lors de la réalisation du diagnostic en Ile-de-France, il est apparu, qu'au-delà de leur présence sur les sites proposant des annonces d'offre de prostitution, les « clients » avaient également leurs propres sites, leur permettant d'échanger entre eux. Le site trouverpute.com, qui répertoriait de manière participative les lieux de prostitution au moyen d'une Google Map et dispensait des « tutoriels » à destination des acheteurs d'actes sexuels, a été fermé en début d'année 2018 et n'a donc pas été utilisé pour le diagnostic en Bretagne. Sur le site « Youppie.net », le « forum de la coquinerie » comprend une rubrique « prostitution » dont les sujets sont répartis par pays. Les sous-forums « France » ont été fermés le lendemain du vote de la Loi du 13 avril 2016. Les anciens sujets de discussion restent cependant accessibles dans les archives. Une étude des sujets actifs entre le 1^{er} janvier 2015 et le 14 avril 2016 sur Youppie.net et des annonces de demande de prostitution plus récentes postées sur un site de petites annonces généraliste, ainsi qu'une simulation sur un tchat régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre, nous permettent d'illustrer la présence de clients-prostituteurs en Bretagne (*voir V-B- Les acheteurs de prostitution*).

II- PREMIERES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHENOMENE PROSTITUTIONNEL DANS LES QUATRE DEPARTEMENTS BRETONS

Les données recueillies dans le cadre du diagnostic partagé et du diagnostic Internet nous permettent de poser les premières bases d'une quantification de la prostitution dans les quatre départements. Les chiffres présentés n'ont pas vocation à être exhaustifs mais visent à donner une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel dans les territoires étudiés. Ils correspondent, dans tous les cas, à des estimations *a minima*, rendant compte d'une partie du système prostitutionnel perçue par le prisme des acteurs.trices de terrain et des annonces Internet.

- **47% des professionnel.les et bénévoles interrogé.es déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**

Les éléments fournis par ces acteurs.trices permettent de poser **l'hypothèse de 846 personnes *a minima* concernées par la prostitution**, dont au moins **661 personnes en situation de prostitution probable ou avérée** sur les trois dernières années (2016-2017-2018).

- **2391 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 40 sites Internet.

En tenant compte d'un taux de doublon estimé à 53%, nous pouvons émettre l'hypothèse de **1123 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (mai à juillet 2018).

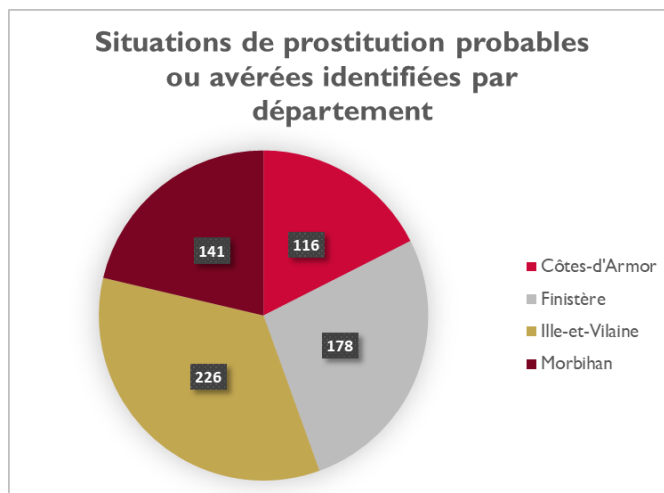
A. Nombre de personnes en situation de prostitution probable ou avérée, identifiées par les professionnel.les et bénévoles des quatre départements

47% des professionnel.les et bénévoles interrogé.es via le questionnaire en ligne et/ou lors des entretiens (soit 297) déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Elles.ils sont 34% dans le Morbihan, 48% dans le Finistère, 50% en Ille-et-Vilaine, 56% dans les Côtes-d'Armor. En croisant le nombre de répondant.es et les éléments de contexte propres à chaque département (*voir I-A-1-e, Variations de contexte et réception et de la démarche de diagnostic dans les quatre départements et I-A-4- Les professionnel.les et bénévoles ayant contribué au diagnostic*), nous faisons l'hypothèse qu'il puisse y avoir davantage de personnes n'ayant pas rencontré de personnes en situation de prostitution mais se sentant intéressé.es ou potentiellement concerné.es par le sujet dans les départements où des acteurs.trices locaux.les avaient déjà initié des travaux ou des réflexions sur le sujet de la prostitution.

Les éléments fournis par les acteurs.trices interrogé.es nous permettent de poser l'hypothèse de 846 personnes *a minima* concernées par la prostitution, dont au moins 661 personnes en situation de prostitution probable ou avérée, sur les trois dernières années (2016-2017-2018). Il peut s'agir de personnes en situation de prostitution en Bretagne, mais aussi de personnes en situation de prostitution dans d'autres régions, voire à l'étranger, ayant fait appel à des services sociaux ou de santé bretons.

Le nombre de personnes en situation probable ou avérée de prostitution sur les trois dernières années se répartit comme suit :

- 116 en Côtes-d'Armor
- 178 dans le Finistère
- 226 en Ille-et-Vilaine
- 141 dans le Morbihan



S'il apparaît délicat de comparer ces chiffres de manière brute (*voir I-A-5- Des données à prendre avec précaution*), nous remarquons tout de même que la répartition par département est similaire à celle de la population générale bretonne : 18% de situations ont été identifiées dans les Côtes-d'Armor (département représentant 18% de la population bretonne), 27% dans le Finistère (27% de la population bretonne), 34% en Ille-et-Vilaine (32% de la population bretonne), 21% dans le Morbihan (23% de la population bretonne).

(Une synthèse des données démographiques bretonnes nous paraissant pertinentes à avoir en tête lors de l'interprétation des données est présentée en annexe 6, page 79).

Les chiffres avancés correspondent à une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution repérées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es¹⁰. Il ne s'agit en aucun cas d'un décompte de la totalité des personnes en situation de prostitution dans la région étudiée. Celui-ci donnerait sans aucun doute un chiffre beaucoup plus important. Il ne s'agit pas non plus d'une indication du nombre de parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle qui pourraient être mis en œuvre dans le département. Nous n'avons pas d'éléments sur le nombre de personnes concernées qui feront une demande de sortie de prostitution. Nous savons, de par notre expérience, que la formulation d'une telle demande peut être longue et difficile, notamment pour que la personne prenne conscience du système d'emprise dans lequel elle est enfermée et trouve les moyens, et les appuis, pour envisager de s'en affranchir. D'où l'importance de constituer un maillage partenarial autour de cette question et de concrétiser l'intervention spécialisée d'association(s) agréée(s) (Amicale du Nid dans les quatre départements bretons), comme prévu par la Loi du 13 avril 2016.

B. Nombre d'annonces Internet de prostitution dans les quatre départements

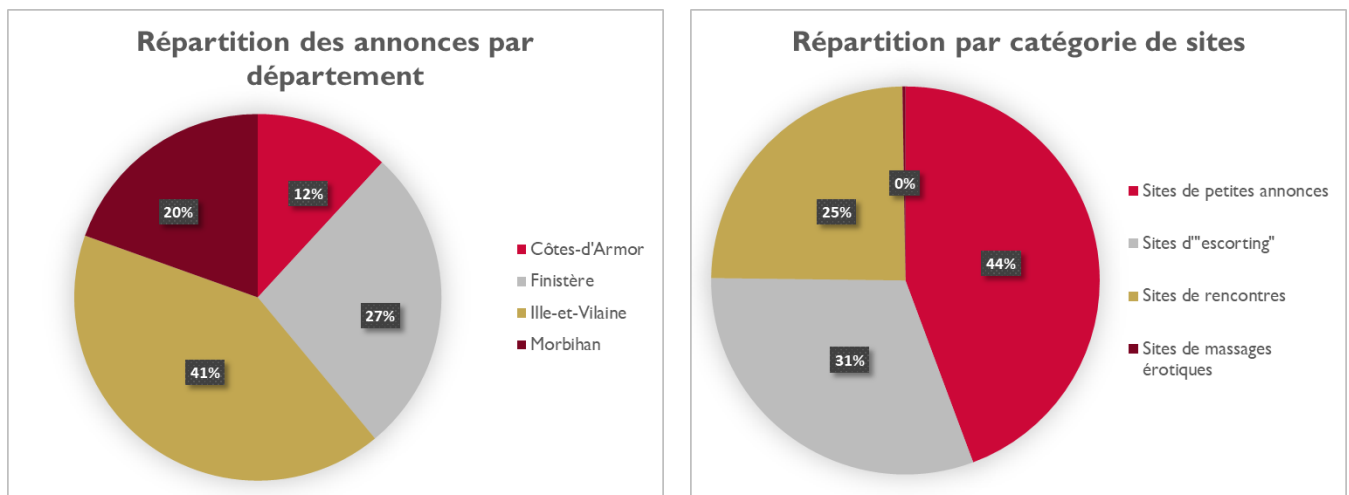
Nombre d'annonces d'offre de prostitution affichées en Bretagne, répertoriées entre le 4 mai et le 11 juillet 2018, par département et par site étudié.

Sites	Côtes-d'Armor	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
ladyxena.com	10	24	46	17
escortsexe.net	6	17	29	5
6annonce.com	0	2	12	0
happyescorts.com	2	31	37	1
escort-rencontre.net	1	2	7	0
escort-fr.com	1	2	4	2
escortsabc.com	2	12	27	24
escortsfrance.org	2	1	1	3
zaramodel.com	0	0	16	0
luxury-girl-friend.com	0	0	0	0
tescort.com	2	9	13	0
reseauescort.com/	1	5	4	0

¹⁰ Une même situation peut avoir été renseignée plusieurs fois, par différents acteurs.trices. Les données recueillies via le questionnaire en ligne et lors des entretiens ont été consolidées et croisées pour retirer autant que possible les doublons. Nous n'excluons pas que certains aient pu nous échapper, faute d'informations disponibles. Les choix de calculs qui ont été fait nous permettent cependant raisonnablement de penser que les données présentées dans ce document sont bien une estimation *a minima* du nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es. Dans le questionnaire en ligne, et lors des entretiens, il était demandé aux professionnel.les et bénévoles de préciser le nombre de personnes concernées par les situations ou risques repérés. En l'absence de réponse, nous avons choisi de compter 1 par défaut. Lorsque la réponse comprenait plusieurs chiffres (par exemple : « 3 ou 4 »), nous avons systématiquement retenu le plus petit.

france.topescortbabes.com/fr	1	0	5	2
escorts69.fr	25	25	15	27
escortbook.fr	0	1	5	0
lovesita.com	2	1	8	3
sexemodel.com	20	53	120	45
Total sites spécialisés « escorting »	75	185	349	129
vivastreet.com	-	70	131	67
wannonce.com	51	105	274	74
marche.fr	10	21	2	3
g-trouve.com	15	37	36	35
lespag.com/	17	43	34	35
Total sites de petites annonces	93	276	477	214
massagexquis.com	0	0	3	3
Total sites massages érotiques	0	0	3	3
rencontreintime.com	1	0	0	1
onseconnait.com	14	19	16	12
<i>Sites reprenant les mêmes contenus</i>				
celibook.com	11	18	16	12
rencontres.insolites.net	11	18	16	12
ruedelarencontre.com	11	18	16	12
rencontre-ephemere.com	11	18	16	12
rencontres-sanslendemain.com	11	18	16	12
tolere.com	11	18	16	12
calinemoi.com	11	18	16	12
fordatings.com	11	18	16	12
pasdesex.com	11	18	16	12
xxl-annonces.com	0	6	1	0
trans-rencontre.com	1	1	2	0
Total sites de rencontres	115	188	163	121
TOTAL	283	649	992	467

2391 annonces ont été répertoriées au total, sur les quatre départements étudiés, entre le 4 mai et le 11 juillet 2018. La ville de Rennes concentre à elle seule un tiers des annonces bretonnes comptabilisées (32%). Nous verrons cependant que, si la proportion d'annonces est incontestablement plus élevée dans les grosses agglomérations, les villes moyennes et les communes rurales apparaissent aussi concernées par la prostitution via Internet (*voir III-E-La prostitution via Internet : répartition géographique et éléments qualitatifs à partir des annonces répertoriées*).



L'analyse de l'échantillon, selon la méthode présentée plus haut (*voir I-B- Le diagnostic Internet. En particulier le paragraphe 1*), laisse apparaître un taux de doublons des annonces relativement important : 53% en moyenne sur les quatre départements bretons. Cela vient notamment du fait que certains contenus sont dupliqués sur plusieurs sites de rencontres, qui pourraient émaner, vue leurs similitudes d'utilisation et de design, des mêmes créateurs.trices. En appliquant ce taux de doublons aux 2391 annonces bretonnes, nous pouvons émettre l'hypothèse que 1123 personnes en situation de prostitution pourraient être concernées par ces annonces. Il peut s'agir de personnes qui ne sont pas nécessairement basées en Bretagne, mais qui s'y sont trouvées au moment où nous avons effectué notre comptabilisation.

Le nombre estimé de personnes en situation de prostitution via Internet se répartit comme suit :

- 133 en Côtes-d'Armor
- 305 dans le Finistère
- 466 en Ille-et-Vilaine
- 219 dans le Morbihan

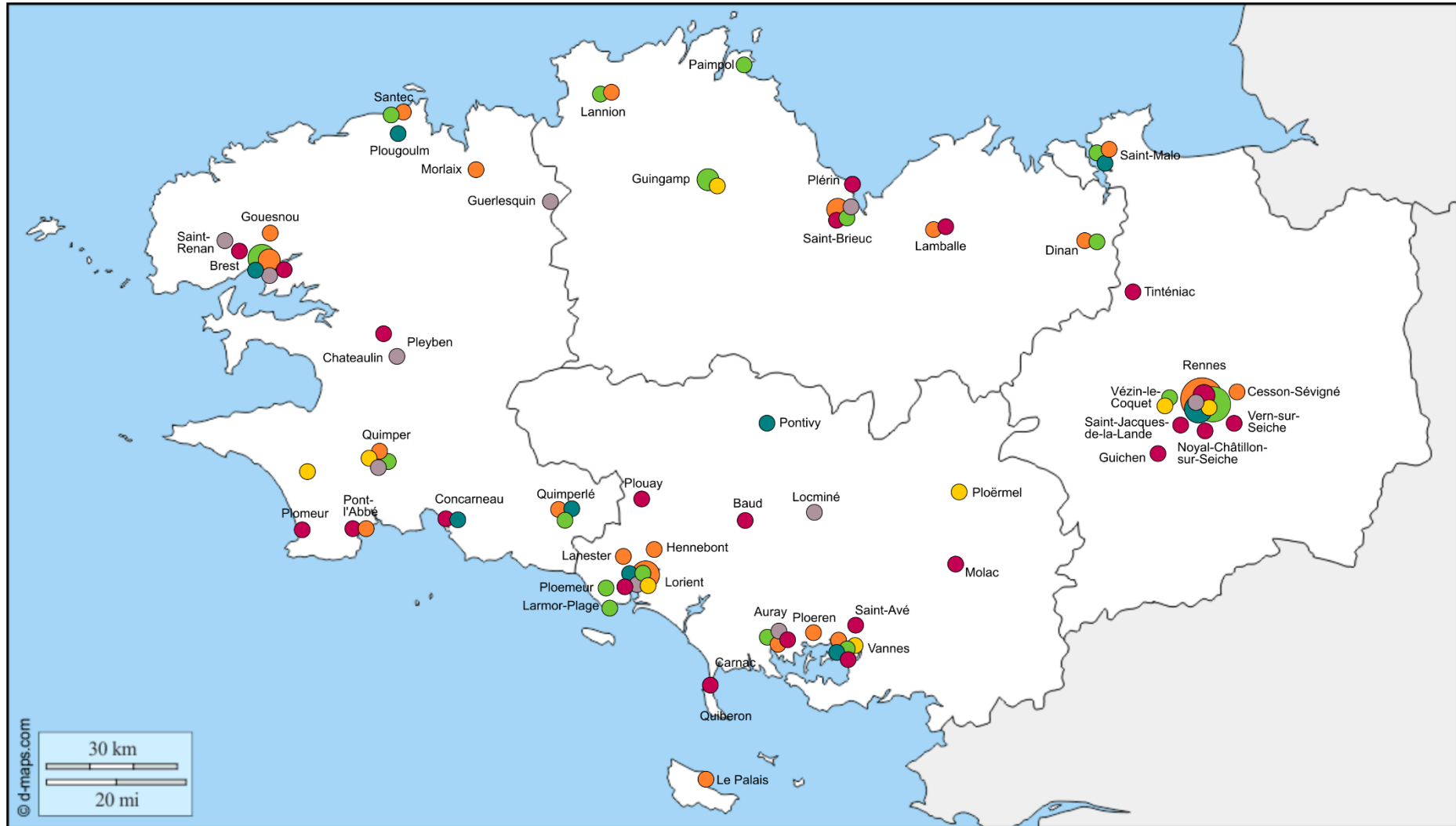
Compte tenu de toute la partie restée inexplorée des réseaux sociaux, des applications mobiles, des tchats et des sites nécessitant une inscription pour en consulter les contenus, nous pouvons raisonnablement penser qu'il s'agit d'une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet, en Bretagne, au moment T de notre étude. Nos entretiens avec les professionnel.les en contact avec des mineur.es et des jeunes majeur.es nous confirment que les réseaux sociaux, les applications mobiles et les tchats sont utilisés par des jeunes personnes en situation de prostitution, des proxénètes et des « clients ». Ces médias mériteraient d'être davantage explorés.

III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION

La cartographie présentée dans cette partie permet de visualiser les lieux et les formes de prostitution identifiés par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es en Bretagne. Elle montre des lieux de prostitution avérés, pour lesquels des faits de prostitution ont été rapportés par les victimes ou directement observés, mais aussi des lieux correspondant à des hypothèses de prostitution ressorties au cours des entretiens et dans le questionnaire en ligne.

Toutes les personnes en situation de prostitution identifiées par les participant.es au diagnostic ne figurent pas sur la carte. Pour certaines, le lieu de prostitution n'est pas connu ou précisé. Pour d'autres, les faits de prostitution se déroulent, ou se sont déroulés, hors de la région Bretagne. Il n'est par ailleurs pas pertinent d'ajouter les cercles, des personnes pouvant être concernées par plusieurs formes et/ou lieux de prostitution. La prostitution étant généralement mouvante, car liée à des activités illicites (achat d'actes sexuels, proxénétisme, traite), la carte fait apparaître des lieux qui ont été concernés par des faits de prostitution probables ou avérés à un moment donné au cours des trois dernières années. Certains lieux peuvent ne plus l'être. A l'inverse, d'autres apparaîtraient très certainement si l'on reconduisait le diagnostic aujourd'hui. Sans prétendre à l'exhaustivité, la cartographie donne une première idée, *a minima*, de l'ampleur et de la variabilité des formes prises par la prostitution sur la région.

Les formes de prostitution auxquelles nous nous référons correspondent à différentes facettes du système prostitutionnel. Elles ne diffèrent pas dans leur nature (l'achat d'un acte sexuel), qui est toujours intrinsèquement violente en raison des rapports de domination qui la structurent, ni dans leurs conséquences sur les personnes victimes. La distinction se situe au niveau des lieux de mise en relation avec les « clients » et/ou de passe. Les formes peuvent être classés en deux grandes catégories : la « prostitution visible » et la « prostitution discrète ». La prostitution est qualifiée de visible ou *outdoor*, lorsque les faits ont lieu à l'extérieur : rue, route, plage, parking, forêt, parking... Elle est dite discrète ou *indoor* quand elle se déroule dans des lieux clos : hôtel ou appartement, avec une mise en relation passant généralement par Internet, mais aussi bar, club, salon de massage, structure d'hébergement...



1 à 10 personnes en situation de prostitution
 11 à 20 personnes
 21 à 30 personnes
 31 à 40 personnes
 51 à 60 personnes

Prostitution visible :
 Routes, rues, parkings, zones boisées, parcs, plages
 Appartements, maisons, hôtels, appart-hôtels
 Etablissements de loisirs :
 Bars, clubs, salons de massage

Etablissements institutionnels : Structures d'hébergement, établissements scolaires, centres pénitentiaires
 Prostitution contre biens ou services
 Forme(s) de prostitution inconnue(s)

Cartographie des lieux et des formes de prostitution, réalisée à partir des entretiens, du questionnaire en ligne et du diagnostic Internet

A. La prostitution visible

Dans les quatre départements, l'ensemble des professionnel.les et bénévoles rencontrés en entretien s'accordent à dire qu'il y a peu de prostitution visible aujourd'hui en Bretagne. Une prostitution de rue assez importante existait à Lorient, dans le Morbihan, dans les années 1990. La présence épisodique de réseaux dans le courant des années 2000 et 2010 est mentionnée à Brest et Saint-Brieuc (Afrique sub-saharienne), ainsi qu'à Rennes (Europe de l'Est).

Sur les trois dernières années, des réseaux de traite actifs sur la prostitution de rue, principalement originaires de Roumanie, sont encore signalés sur la métropole rennaise, à proximité de zones commerciales et de stations de métro. Un important réseau agissant à Rennes et Nantes a été démantelé en 2019. Des réseaux nigériens apparaissent de façon sporadique le long de routes dans le nord du département du Morbihan.

Les participant.es au diagnostic décrivent également des situations perçues comme « isolées », c'est-à-dire hors réseaux. Elles concernent majoritairement des femmes mais aussi quelques hommes, français.es et étranger.es, mineur.es et majeur.es, souvent en errance et/ou présentant des difficultés économiques. Celles.ceux-ci sont notamment présent.es :

- Dans des rues de Lamballe, Saint-Brieuc (22), Brest (29), Rennes (35), Lorient et Vannes (56). Les alentours des gares sont cités assez systématiquement comme des lieux de mise en relation, en particulier pour la prostitution contre hébergement. Une certaine organisation ressort de fait avec, d'un côté, des personnes migrantes déposées ou orientées vers ces gares par des réseaux de passeurs et, de l'autre, des agresseurs à la recherche de personnes vulnérables à qui proposer un toit en échange d'actes sexuels (*voir III-C- La prostitution contre biens ou services*).
- Le long de routes, sur des parkings et des aires de repos au nord de Saint-Brieuc (22), entre Brest et Quimper (29), autour de Rennes et dans la campagne de Guichen (35) et dans des secteurs touristiques du Morbihan (56). L'existence probable de faits de prostitution sur des lieux de drague entre hommes est par ailleurs évoquée par différents partenaires dans les quatre départements.
- Dans des parcs et des zones boisées du Finistère et du Morbihan.

B. La prostitution discrète

Dans les quatre départements, la majorité des situations identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es relèvent de la prostitution discrète. Celle-ci prend plusieurs formes. Les lieux les plus fréquemment cités sont les appartements, hôtels et bars à hôtesse.

1. La prostitution dans les appartements, maisons et hôtels

La prostitution *indoor* se concentre principalement dans des appartements ou maisons et, dans une moindre mesure, dans des hôtels et appart-hôtels. La mise en relation avec les « clients » a très souvent lieu via Internet. Nous pouvons distinguer plusieurs types de situation :

- La prostitution de personnes majeures domiciliées en Bretagne. Celle-ci concernerait principalement des femmes françaises, en précarité économique et sociale. Nos interlocuteurs.trices décrivent notamment des situations d'étudiant.es, en majorité des jeunes femmes mais aussi quelques hommes, et de femmes plus âgées isolées, souvent avec un ou plusieurs enfants à charge, et souvent victimes de violences intra-familiales. Ces violences précèdent très régulièrement l'entrée dans le système prostitutionnel (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*). Elles peuvent aussi intervenir concomitamment, avec des membres de la famille, généralement le conjoint, proxénètes (*voir V-A-5- Du proxénétisme dans le cadre de violences conjugales*).
- La prostitution de jeunes filles mineur.es, françaises et étrangères, avec la présence de proxénètes là aussi intrafamiliaux (petits-amis, parents) et/ou de réseaux de traite plus structurés.
- La prostitution dite « de passage » ou « itinérante » de personnes étrangères exploitées par des réseaux de proxénétisme et de traite internationaux. Ces réseaux proviennent majoritairement de Chine et d'Amérique du Sud, parfois d'Europe de l'Est et de Russie, plus rarement d'Afrique sub-saharienne. Cette forme de prostitution est principalement décrite par les différents services de police rencontrés : Directions départementales de la sécurité publique (DDSP), Direction inter-régionale de la police judiciaire (DIPJ), Police aux frontières (PAF). Elle transparait aussi dans notre diagnostic Internet et est confirmée par plusieurs articles de presse (*voir V-A-1- Des réseaux internationaux organisant des « sex tours » via Internet, et annexe 2*).

Dans le premier type de situation décrit, il arrive que le lieu de passes soit le domicile des personnes en situation de prostitution ou des « clients ». Dans les autres cas, les

appartements, maisons ou chambres d'hôtels sont généralement occupés sur des périodes de temps réduites, quelques jours ou semaines.

Des situations de prostitution en appartement ou maison ont été repérées sur les quatre départements :

- En Côtes-d'Armor : Dinan, Lamballe, Lannion, Saint-Brieuc
- Dans le Finistère : Brest, Morlaix, Pont-l'Abbé, Quimper, Quimperlé, Santec
- En Ille-et-Vilaine : Rennes, Saint-Malo
- Dans le Morbihan : Auray, Hennebont, Lanester, Le Palais, Lorient, Ploeren, Vannes

Elles se concentrent surtout dans les grosses agglomérations mais apparaissent aussi des villes moyennes et des communes plus petites. Rennes reste la plus touchée avec des remontées d'information reçues par la DDSP tous les un ou deux mois, de la part de bailleurs ou de voisin.es.

Les situations signalées en hôtel, ou appart-hôtel, apparaissent quantitativement moins importantes, hormis dans l'agglomération rennaise. Elles concernent également les quatre départements :

- En Côtes-d'Armor : Dinan, Saint-Brieuc
- Dans le Finistère : Brest, Concarneau, Morlaix, Quimper
- En Ille-et-Vilaine : Cesson-Sévigné, Rennes
- Dans le Morbihan : Lorient, Vannes

2. La prostitution dans les établissements de loisirs : bars, clubs et les salons de massage

Il s'agit principalement de « bars à hôtesse » ou « bars à bouchons » dans lesquels des femmes doivent pousser la clientèle quasi-exclusivement masculine à consommer. Les travailleurs.euses sociaux.les de trois des quatre départements (Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) indiquent avoir reçu des femmes prostituées dans ce genre d'établissement en Bretagne. La plupart sont françaises et âgées de 18 à 25 ans. Si la DIPJ note « une désaffection progressive de type d'établissement » sur l'ensemble de son ressort (Bretagne, Normandie et Pays-de-la-Loire), constat partagé par les acteurs.trices sociaux brestoises et lorientais.es, quelques bars font toujours l'objet d'une attention particulière de la police dans ces deux villes. La problématique apparaît prégnante à Rennes avec 6 à 7 établissements régulièrement contrôlés par la DDSP. Des bars « classiques » sont également cités comme des lieux de mise en relation entre personnes en situation de prostitution et « clients » dans le Finistère et le Morbihan.

En croisant les données des diagnostics partagés et Internet, d'autres lieux à haut risque prostitutionnel ont été identifiés dans les quatre départements: saunas, clubs libertins, bars de nuit, bars à strip-tease et sex-shops. Ils sont au nombre de 4 en Côtes-d'Armor, 2 dans le Finistère, 9 en Ille-et-Vilaine et 10 dans le Morbihan.

Des faits de prostitution, principalement organisés par des réseaux chinois, ont par ailleurs été révélés par le travail de police de la DIPJ et de la PAF à Rennes et à Lorient.

3. La prostitution dans les établissements institutionnels : structures d'hébergement, établissements scolaires et centres pénitentiaires

Bien que plus ponctuels, il est à noter que plusieurs situations ont été identifiées dans des institutions telles que :

- Des structures d'hébergement : à Quimper et sur le territoire de la communauté de communes du Haut-Pays-Bigouden (29), Rennes (35), Ploërmel, Lorient et Vannes (56).
- Des établissements scolaires : à Guingamp (22) et Rennes (35).
- Un centre pénitentiaire : à Vézin-le-Coquet (35).

C. La prostitution contre biens ou services

En moyenne, un quart (24%) des situations décrites par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es relèvent d'achats d'actes sexuels au moyen de contre-parties non-financières. La proportion apparaît particulièrement importante en Côtes-d'Armor avec 40% des situations identifiées.

Dans la moitié des cas, la prostitution a lieu en échange d'un hébergement. Dans les autres situations, la compensation peut prendre la forme de drogue, d'alcool, de nourriture, de vêtements, ou de services tels que du covoiturage ou une aide à la régularisation. Les personnes concernées ont des profils divers : femmes, hommes, mineur.es, majeur.es, français.es, étranger.es. Elles ont pour point commun de présenter des vulnérabilités importantes. La plupart se trouvent dans des situations de précarité économique, sociale et/ou administrative, isolées et en errance. Beaucoup souffrent d'addictions (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*).

Si les faits de prostitution peuvent se dérouler dans les lieux décrits précédemment, il nous semblait important de les mettre en lumière dans notre cartographie au vue de leur ampleur et du fait qu'ils ne sont souvent pas conscientisés et nommés comme prostitution, que ce soit par les personnes qui en sont victimes ou par les professionnel.les et bénévoles qui les rencontrent.

Des situations de prostitution contre biens ou services ont été signalées dans les quatre départements :

- En Côtes-d'Armor : Dinan, Guingamp, Lannion, Paimpol, Saint-Brieuc
- Dans le Finistère : Brest, Quimper, Quimperlé, Santec
- En Ille-et-Vilaine : Rennes, Saint-Malo, Vézin-le-Coquet
- Dans le Morbihan : Auray, Larmor Plage, Lorient, Ploemeur, Vannes

D. Un manque de données sur les zones rurales

Si plusieurs situations apparaissent en dehors des grandes agglomérations, nous constatons globalement un manque de données sur les zones les plus rurales des quatre départements. Cela apparaît particulièrement marqué en Ille-et-Vilaine, avec très peu d'éléments en dehors de la métropole rennaise, et les Côtes-d'Armor avec une absence de données sur toute la partie Sud du département. La prostitution n'est pourtant pas absente de ces territoires, comme le confirme la cartographie des annonces d'offre de prostitution présentée dans le paragraphe suivant. Les quelques faits évoqués par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es renvoient eux aussi surtout à de la prostitution via Internet, parfois par webcam. Comme vu plus haut, des situations ponctuelles aux abords de routes sont aussi apparus. En Côtes-d'Armor, dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine, plusieurs partenaires ont également souligné l'existence de « mariages sur catalogue », consistant pour des hommes issus de milieux ruraux à aller chercher des femmes à l'étranger pour se marier avec elles. Les associations de ces départements accompagnent ainsi des femmes originaires d'Afrique, d'Asie, et plus rarement d'Amérique latine, pour certaines victimes de violences conjugales et d'exploitation à la fois domestique et sexuelle, dont de la prostitution.

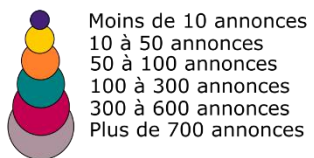
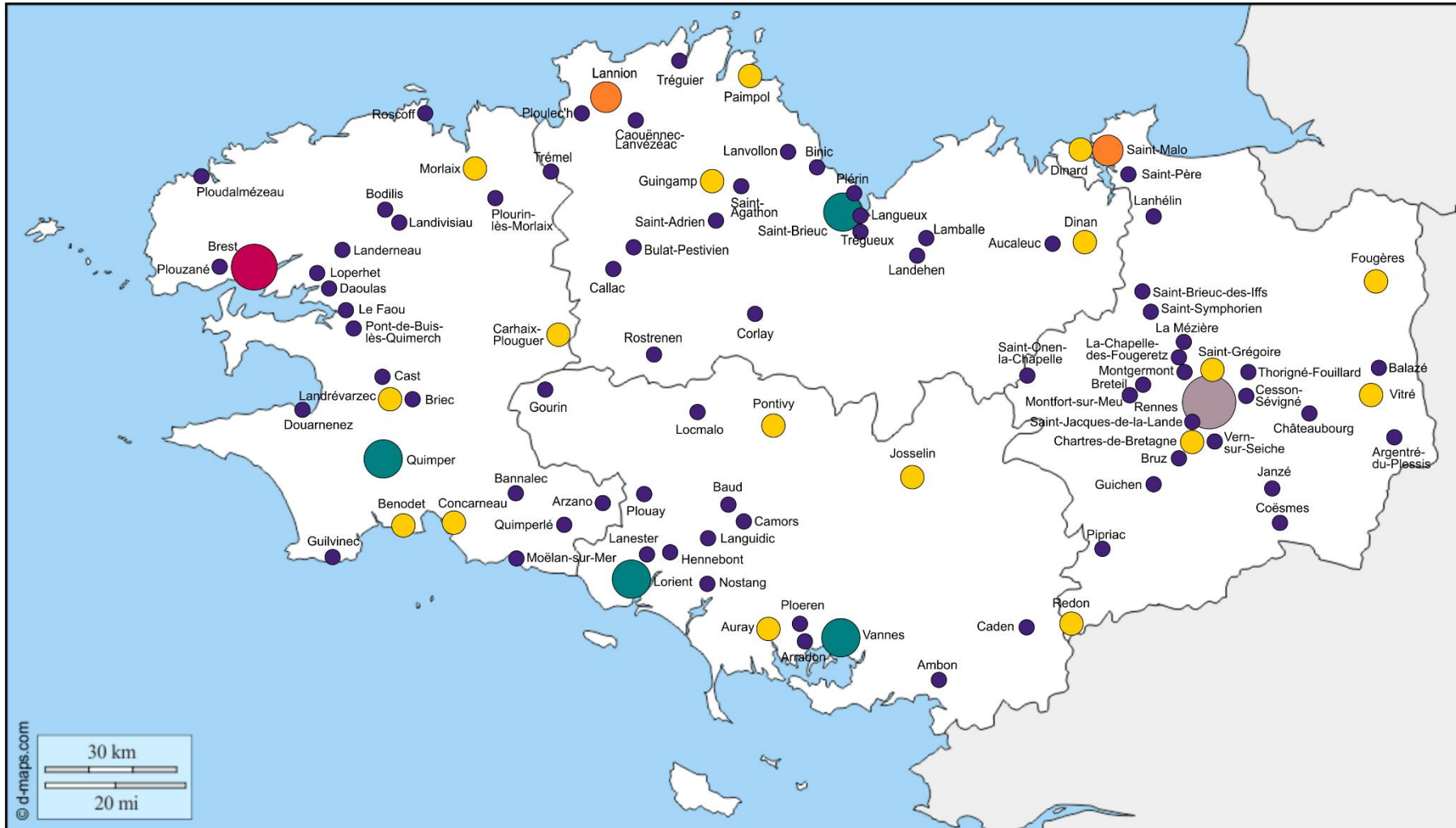
Les remontées limitées du diagnostic partagé peuvent probablement être attribuées en grande partie à la nature des acteurs.trices mobilisé.es, et plus généralement du partenariat local, le maillage étant moins important dans les zones les plus rurales. Nous émettons aussi l'hypothèse que, comme pour d'autres formes de violences sexistes et sexuelles, le sujet peut être plus difficile à aborder dans des territoires ne permettant pas l'anonymat des grandes

villes, du fait des représentations sociales et stigmatisations pesant sur les victimes de telles violences. La question de la prostitution en milieu rural reste dans tous les cas à approfondir.

E. La prostitution via Internet : répartition géographique et éléments qualitatifs à partir des annonces répertoriées

La cartographie suivante présente la répartition géographique des 2391 annonces d'offre de prostitution comptabilisées en Bretagne entre le 4 mai et le 11 juillet 2018, en fonction des villes déclarées par leurs auteur.es. Ces villes peuvent renvoyer au lieu de passe et/ou de résidence des personnes. Dans tous les cas, elles ne sont probablement pas figées dans le temps : dans un peu plus d'un quart des cas en moyenne (27%), les personnes sont présentées comme étant « de passage » dans la ville ou « nouvelles » dans la région. Si ces mentions peuvent relever, dans une certaine mesure, d'une stratégie marketing pour attirer les acheteurs, l'existence d'une prostitution « itinérante » organisée par des réseaux internationaux (« *sex tours* ») est confirmée par les services de police rencontrés et par plusieurs articles de presse (*voir V-A-1 Des réseaux internationaux organisant des « sex tours » via Internet et annexe 2*). Les passes se déroulent la plupart du temps dans des appartements, maisons ou hôtels occupés de manière très ponctuelle par ces réseaux.

La prostitution via Internet étant extrêmement mouvante, notre cartographie doit être considérée comme une photographie au moment T. Une concentration des annonces peut être observée dans les grandes agglomérations, en particulier à Rennes avec 32% des annonces comptabilisées. La prostitution via Internet ne se cantonne cependant pas aux grands centres urbains puisque des annonces ont été répertoriées dans 98 communes bretonnes, parmi lesquelles des villes moyennes mais aussi des localités très rurales.



Cartographie réalisée à partir des 2391 annonces d'offre de prostitution répertoriées sur Internet (mai à juillet 2018).

Voici quelques extraits des annonces étudiées en Bretagne :

« Jolie black 180 69 kg 95vd de poitrine. Jolie black plantureuse vous reçoit dans un cadre coquet. »
(extrait du site tolere.com, Côtes-d'Armor)

*« Bonjour, j'ai 29 ans et je suis très douce et affectueuse. J'adore m'occuper des hommes courtois et respectueux à l'hygiène parfaite. Mes photos sont réelles et je reçois loin des regards indiscrets.
NB : pas de sms, appels masqués et fixes. Aucun déplacement. »*
(extrait du site lespag.com, Finistère)

« Coucou mes choux, je m'appelle Sarah et suis nouvelle dans la région. Douce et sensuelle. Venez vous évader de votre quotidien. A très vite. Bisoussss »
(extrait du site ladyxena.com, Ile-et-Vilaine)

« Coucou je suis un jeune Black gay passif de passage à vannes pour deux jours. Je reçois pour massage érotique avec échange de caresse fellation profonde et nature pénétration. Viens tu ne seras pas déçu. »
(extrait du site rencontre-ephemere.com, Morbihan)

Ces quatre annonces illustrent à elles seules plusieurs aspects de la prostitution via Internet¹¹ :

- La prostitution est rarement nommée comme telle. Elle est suggérée, édulcorée : « massage érotique avec échange de caresse », « venez vous évader de votre quotidien ».
- Les auteur.es des annonces, qui bien souvent ne sont pas les personnes en situation de prostitution elles-mêmes mais leur(s) proxénète(s), ont recours à des faux-semblants tout à fait similaires à ceux que l'on peut observer dans la prostitution de rue : « j'adore m'occuper des hommes », « coucou mes choux ». Les annonces peuvent donner l'impression que les personnes sont dans une certaine maîtrise, voire qu'elles ont la possibilité de choisir leurs « clients » et leurs « conditions d'exercice » : « hommes courtois et respectueux à l'hygiène parfaite », « cadre coquet », « pas de sms, appels masqués et fixes ». Ces faux-semblants cachent les rapports de domination, la violence et l'emprise inhérents au système prostitutionnel et leurs conséquences sur les personnes en situation de prostitution.
- La marchandisation des corps et la réification des personnes sont exacerbées. Les personnes sont classées dans des catégories, renvoyant à un âge, une couleur de peau,

¹¹ Pour une analyse plus complète de la prostitution via Internet, voir Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017 : <http://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-de-la-prostitution-dans-quatre-departements-dile-de-france/>

une origine « ethnique », une corpulence... pour être choisies par les acheteurs : « black plantureuse », « jeune black ». Ces catégories ne correspondent pas forcément à la réalité des personnes et sont empreintes de stéréotypes sexistes et racistes (*voir IV-A- Profil des personnes en situation de prostitution. En particulier les paragraphes 2 et 3*).

- Cette marchandisation passe aussi par l'usage de photos (« mes photos sont réelles ») qui, très souvent, font apparaître des corps sans visages, dans des positions sexuellement explicites et soumises, ou des morceaux de corps (seins, fesses, sexes).
- Si les annonces sont virtuelles, elles comportent des éléments nous rappelant que la rencontre avec l'acheteur et la passe sont bien réelles : « je reçois », « viens tu ne seras pas déçu ». Internet reste un mode de mise en relation avec les clients-prostitueurs. Il peut exacerber certains aspects du système prostitutionnel, la marchandisation ou la mobilité par exemple, mais il n'en modifie pas fondamentalement la structuration ou le fonctionnement.
- La prostitution via Internet est très mobile : « nouvelle dans la région », « de passage à vannes pour deux jours ».

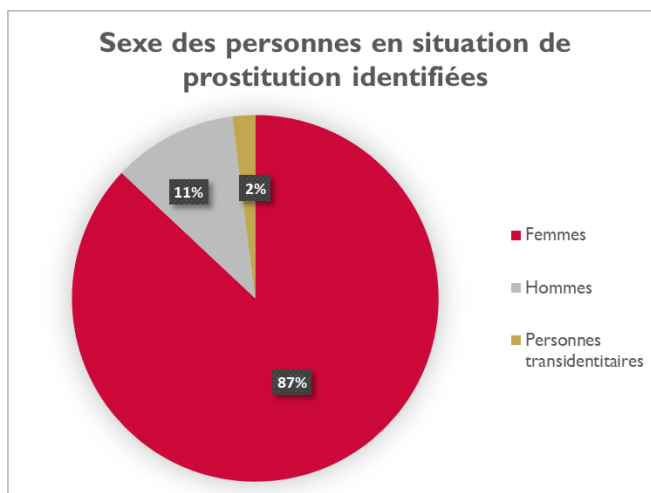
IV- LES PERSONNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE

Les prochains paragraphes se concentrent sur les personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es. Les données concernent leurs profils : genre, âge, nationalité.

Les éléments recueillis nous apportent aussi un éclairage sur leurs parcours et conditions de vie, en faisant ressortir différents facteurs de vulnérabilité, clés dans la compréhension des processus d'entrée et de maintien dans le système prostitutionnel mais aussi des besoins spécifiques en termes d'accompagnement des victimes pour leur permettre d'en sortir.

A. Profil des personnes en situation de prostitution

1. Une immense majorité de femmes



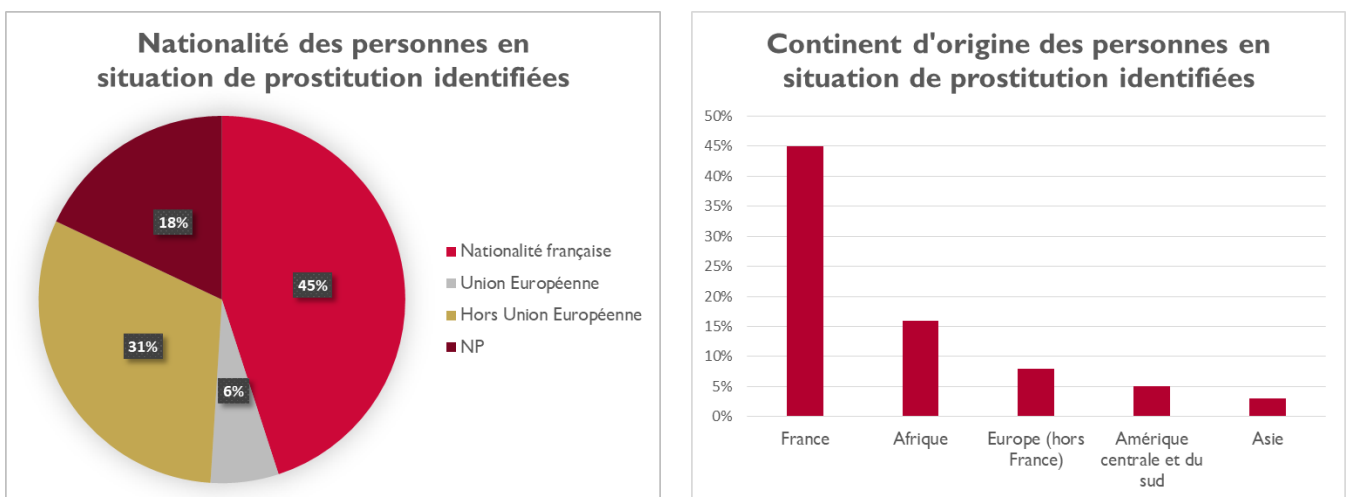
Nous avons vu plus haut que les éléments fournis par les acteurs.trices interrogé.es nous permettent de poser l'hypothèse d'*a minima* 661 personnes en situation de prostitution probable ou avérée au cours des trois dernières années. 87% (573) sont des femmes, 11% (74) des hommes, 2% (14) des personnes transidentitaires¹². Les proportions sont semblables

¹² Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.

d'un département à l'autre¹³ et proches des estimations nationales¹⁴. Le constat est le même au niveau du diagnostic Internet : au niveau régional, 85% des personnes présentées dans les annonces sont des femmes, 13% des hommes, 2% des personnes transidentitaires.

Ces pourcentages nous rappellent que la prostitution ne peut être considérée en dehors des rapports de domination liés au sexe qui régissent notre société : la prostitution est, de manière systémique, une violence à l'encontre des femmes¹⁵. L'inscription de la prostitution dans le continuum des violences sexistes et sexuelles apparaît également au niveau individuel : violences conjugales, viol, agressions sexuelles, excision, mariage forcé sont cités par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es comme des facteurs de vulnérabilité dans les parcours de vie des personnes en situation de prostitution identifiées. La prostitution des hommes et des personnes transidentitaires n'échappe pas aux rapports sociaux de sexe et vient poser la question de l'hétéronormativité. Les discriminations homophobes et transphobes et le rejet des jeunes personnes homosexuel.les par leur entourage sont également mentionné.es par les participant.es au diagnostic (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*).

2. Davantage de personnes françaises identifiées



¹³ La répartition par sexe dans chaque département est la suivante :

- En Côtes-d'Armor : 83% des femmes, 15% d'hommes, 2% de personnes transidentitaires.
- Dans le Finistère : 90% de femmes, 8% d'hommes, 2% des personnes transidentitaires.
- En Ile-et-Vilaine : 85% de femmes, 12% d'hommes, 3% de personnes transidentitaires.
- Dans le Morbihan : 87% de femmes, 11% d'hommes, 2% de personnes transidentitaires.

¹⁴ Dans l'étude Proscost de 2015 pré-citée, le Mouvement du Nid et Psytel donnent les estimations suivantes concernant les personnes en situation de prostitution en France : 85% de femmes, 10% d'hommes et 5% des personnes transidentitaires.

¹⁵ En France, la prostitution est inscrite dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes depuis 2011.

En moyenne, les personnes en situation de prostitution probable ou avérée identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es sont à 45% (301) françaises et 37% (241) étrangères¹⁶.

Parmi les personnes étrangères, 6% (39) viennent de l'Union Européenne (Espagne, Italie, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Slovénie) et 31% (202) de pays hors de l'Union Européenne : au moins 104 personnes sont originaires d'Afrique (Algérie, Angola, Djibouti, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Maroc, Nigéria, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tanzanie), 56 d'Europe hors UE (Albanie, Géorgie, Russie, Ukraine), 35 d'Amérique centrale et du Sud (Brésil, Paraguay, Pérou, Suriname) et 20 d'Asie (Afghanistan, Cambodge, Chine, Pakistan, Philippines, Thaïlande, Vietnam).

Des variations sont à noter selon les départements : en Côtes-d'Armor et en Ille-et-Vilaine davantage de personnes étrangères ont été repérées, alors que dans le Morbihan et le Finistère, plus de la moitié des personnes identifiées sont françaises¹⁷. Dans tous les cas, cependant, la part des personnes étrangères apparaît bien moindre qu'à l'échelle nationale : d'après les données officielles, les personnes de nationalité étrangère représenteraient environ 90% des personnes en situation de prostitution en France¹⁸. De même, au niveau du Grand Ouest, la DIPJ constatait 89% de personnes en situation de prostitution de nationalité étrangère sur l'ensemble de son ressort en 2016.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cet écart. Selon la PAF, les flux migratoires sont globalement moins importants en Bretagne et dans le Grand Ouest que dans d'autres régions, même si une augmentation peut être observée depuis le démantèlement des camps de Calais et la fermeture relative de la route migratoire libyenne.

La prostitution en Bretagne étant très largement de la prostitution discrète, il se peut aussi que les personnes étrangères soient moins visibles et donc moins bien identifiées que dans

¹⁶ Nous ne disposons pas d'information concernant la nationalité des 18% de personnes restantes.

¹⁷ La répartition par nationalité dans chaque département est la suivante :

- En Côtes-d'Armor : 37% de personnes françaises, 40% de personnes étrangères (11% issues de l'Union Européenne, 29% hors Union Européenne)

- Dans le Finistère : 53% de personnes françaises, 38% de personnes étrangères (4% issues de l'Union Européenne, 34% hors Union Européenne)

- En Ille-et-Vilaine : 36% de personnes françaises, 42% de personnes étrangères (6% issues de l'Union Européenne, 36% hors Union Européenne)

- Dans le Morbihan, 58% de personnes françaises, 24% de personnes étrangères (4% issues de l'Union Européenne, 20% hors Union Européenne)

¹⁸ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011, page 34. Le rapport reprend les chiffres de l'OCRTEH (office central de la répression contre la traite des êtres humains) de 2010.

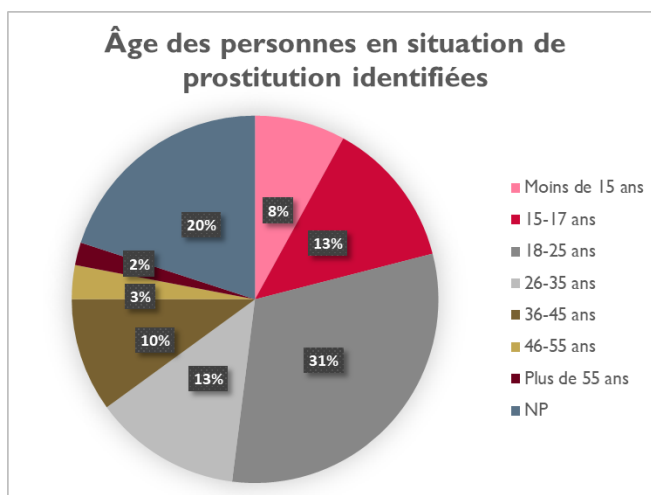
d'autres territoires, tels que l'Île-de-France ou le sud de la France. Nous savons, de plus, de par notre expérience de l'aller-vers et de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, qu'elles s'adressent globalement peu aux services sociaux et de santé et, lorsqu'elles le font, elles évoquent rarement leur vécu prostitutionnel. Les raisons sont multiples : peur d'être stigmatisé.e, emprise des proxénètes, absence de couverture maladie, manque de connaissance des dispositifs et des droits... Ces obstacles sont renforcés pour les personnes étrangères, en particulier lorsqu'elles sont en situation irrégulière, et plus encore lorsqu'elles sont transportées de villes en villes par des réseaux. S'ajoutent alors la barrière de la langue, les craintes liées à la situation administrative, la méconnaissance du territoire dans lequel les personnes se trouvent, l'impossibilité d'y créer des liens et l'isolement... La prostitution de personnes étrangères en Bretagne semble en grande partie itinérante, organisée par des réseaux internationaux peu implantés localement et passant par Internet (*voir V-A-1- Des réseaux internationaux organisant des « sex tours » via Internet*). Il n'apparaît donc pas incohérent que le nombre de personnes étrangères parmi les personnes en situation de prostitution repérées par les acteurs.trices breton.nes soit relativement limité.

Parmi les personnes étrangères hors Union Européenne, 33% sont en situation régulière, 48% en situation irrégulière, 19% ont une demande d'asile ou autre titre de séjour en cours¹⁹. Les acteurs.trices interrogé.es sont nombreux à mentionner des faits de prostitution subis sur la route migratoire, en particulier par les femmes originaires d'Afrique sub-saharienne. La présence de femmes demandeuses d'asile, victimes de réseaux de traite des êtres humains, nigériens et albanais en particulier, est signalée par des Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA). Dans la suite du diagnostic, l'Amicale du Nid a été sollicitée pour appuyer des acteurs.trices finistérien.nes sur trois situations de femmes nigérianes exploitées par des réseaux de traite. Outre les réseaux de proxénétisme et la précarité administrative, le déracinement causé par la migration, l'isolement, l'errance, l'absence de ressources une fois arrivé.es sur le territoire français, sont très fréquemment cités comme des facteurs favorisant l'entrée dans le système prostitutionnel par les professionnel.les et bénévole interrogé.es (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*). Ces facteurs peuvent aussi concerner des personnes françaises, les participant.es au diagnostic citant notamment les situations de jeunes femmes arrivant des DOM-TOM (Guyane, Mayotte) ou de territoires très ruraux pour s'installer dans des grandes villes du Finistère ou des Côtes d'Armor dans l'objectif d'étudier ou de trouver un emploi et devant faire face aux mêmes problématiques.

¹⁹ Les pourcentages ont été calculés sur une base de 120 personnes pour lesquelles la question portant sur la situation administrative a été renseignée.

Concernant les annonces Internet, des informations renvoyant à la nationalité ou à la provenance géographique sont indiquées pour 45% des personnes. Parmi ces personnes, 29% sont déclarées françaises et 71% étrangères. Les personnes déclarées étrangères viendraient principalement d'Europe (Danemark, Espagne, Hongrie, Italie, Lituanie, Moldavie, Pologne, Portugal, Ukraine, République Tchèque, Roumanie, Russie), mais aussi d'Amérique (Brésil, Colombie, Cuba, Jamaïque, Mexique, Porto-Rico, République Dominicaine, Venezuela), d'Afrique (Djibouti, Cameroun, Congo, Ile Maurice, Madagascar, Maroc, Sénégal, Tunisie) et d'Asie (Arménie, Chine, Japon, Liban, Taiwan). Ces données sont à prendre avec beaucoup de précautions. Nous avons constaté lors de notre diagnostic Internet en Ile-de-France que les annonces enfermaient de manière quasi-systématique les personnes dans des catégories renvoyant à des nationalités, origines géographiques, couleurs de peau, de cheveux, âges, corpulences... Ces catégories, dans lesquelles transparaissent de manière plus ou moins explicite les nombreux stéréotypes sexistes et racistes qui sous-tendent le système prostitutionnel, sont le reflet d'une marchandisation des corps humains poussée à l'extrême. Les personnes se trouvent réduites à des objets catalogués pour être choisis par les acheteurs²⁰. De ce fait, il est tout à fait possible que les nationalités et pays mentionnés correspondent davantage à une stratégie marketing destinée à satisfaire les « clients » qu'à l'identité réelle des personnes (*voir III-E- La prostitution via Internet : répartition géographique et éléments qualitatifs à partir des annonces répertoriées*).

3. De nombreuses personnes jeunes, voire très jeunes



²⁰ Cet entremêlement de rapports de domination sexistes, racistes et par l'argent permettant l'exploitation des personnes les plus vulnérables est tout à fait semblable à celui que l'on retrouve dans le phénomène des « mariages sur catalogues » décrits par plusieurs actrices interrogées en Côtes-d'Armor, dans le Finistère et en Ille-Vilaine.

21% des personnes identifiées comme étant en situation de prostitution, probable ou avérée, sont mineures, 8% ont moins de 15 ans. 31% ont entre 18 et 25 ans. Cela monte à plus de la moitié (52%), la part des personnes ayant 25 ans ou moins.

La proportion des mineur.es en situation de prostitution, qui peut faire l'objet d'une certaine distorsion en raison notamment de l'attention portée récemment à la problématique dans les médias²¹, varie selon les départements étudiés entre 15% et 32%²². Sur les quatre territoires cependant, les chiffres absolus sont importants :

- En Côtes-d'Armor : 22 mineur.es en situation de prostitution identifié.es
- Dans le Finistère : 26 mineur.es en situation de prostitution identifié.es
- En Ille-et-Vilaine : 49 mineur.es en situation de prostitution identifié.es
- Dans le Morbihan : 45 mineur.es en situation de prostitution identifié.es

Au niveau régional, les chiffres sont de 142 mineur.es et 206 jeunes majeur.es âgé.es de 18 à 25 ans en situation de prostitution probable ou avérée repéré.es par les acteurs.trices interrogé.es. Ces jeunes personnes sont majoritairement des filles mais des situations de garçons ont également été rapporté.es. Elles.ils sont français.es et étranger.es. Des mineur.es non-accompagné.es en situation ou en risque de prostitution ont été repéré.es par des partenaires des Côtes-d'Armor, du Finistère et d'Ille-et-Vilaine. La prostitution des jeunes majeur.es inclut quant à elle la question des étudiant.es, régulièrement soulevée au cours de nos discussions avec les professionnel.les et bénévoles rencontré.es dans les quatre départements. 13% des personnes identifiées sont étudiantes, principalement à Rennes (35) et à Brest (29).

Les autres tranches d'âge représentées sont : 26-35 ans (13% des personnes identifiées), 36-45 ans (10%), 46-55 ans (3%) et plus de 55 ans (2%).

Concernant les annonces Internet, la moyenne des âges est de 31 ans. Comme pour les pays d'origine, cette donnée présente des difficultés d'interprétation. 38% des annonces étudiées en Bretagne ne comportent pas d'information sur l'âge. Pour les autres, il s'agit d'un âge déclaratif, qui peut ne pas correspondre à la réalité des personnes. D'une part, sur le marché de la prostitution, la jeunesse est clairement un argument marketing répondant à une demande des acheteurs. En ce sens, les associations spécialisées constatent depuis plusieurs

²¹ Voir par exemple le documentaire diffusé sur France 5 le 18 avril 2018 : *Jeunesse à vendre*, d'Alexis Marant, France, 2017 (70 min.)

²² 19% en Côtes-d'Armor, 15% dans le Finistère, 22% en Ille-et-Vilaine, 32% dans le Morbihan.

années la présence de personnes de plus en plus jeunes lors des maraudes et dans leurs files actives. D'autre part, les sites n'autorisent pas les annonces de personnes mineures. Or plusieurs affaires récentes de proxénétisme sur des jeunes filles mineures impliquaient bien l'usage d'Internet pour la mise en relation avec les acheteurs d'actes sexuels²³.

Nos entretiens dans les quatre départements apportent des données qualitatives intéressantes concernant la prostitution des mineur.es. Ils viennent tout d'abord confirmer que la prostitution des mineur.es ne diffère pas en soi de celles des majeur.es. Les mêmes facteurs de vulnérabilité sont relevés. Les partenaires rencontré.es parlent de « parcours cabossés », marqués par des carences affectives, des familles dysfonctionnelles, des maltraitances, dont de nombreuses violences sexuelles, un manque d'estime de soi... Ces facteurs, couplés avec la rencontre de personnes déjà impliquées dans le système prostitutionnel (une amie ou une grande sœur elle-même en situation de prostitution, un « petit copain » rencontré à l'école, lors d'une fugue ou via Internet), vont faire basculer l'enfant.e ou l'adolescent.e dans le système prostitutionnel. La question du proxénétisme intervient rapidement sur des actions diverses telles que poster des annonces sur Internet, gérer les prises de rendez-vous avec les « clients », réserver des chambres d'hôtels ou des appartements en ligne, transporter la.e jeune sur le lieu de la passe... Le risque de récupération par des réseaux plus organisés apparaît important, quand ils ne sont pas présents dès le début, avec des jeunes filles se rendant notamment en région parisienne suite à de nouvelles rencontres, en soirée ou via les réseaux sociaux. De telles situations sont décrites par des partenaires en Côtes-d'Armor, en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan, avec une réelle préoccupation de la part des professionnel.les de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) rencontré.es dans ces trois départements. Le risque est d'autant plus grand que, très souvent, les jeunes accompagné.es ne conscientisent pas ce qu'elles.ils vivent comme de la prostitution, ni ne se reconnaissent comme victimes de violences, voire renversent dans leur discours le rapport de domination en laissant entendre qu'elles.ils « gèrent la situation ». Les partenaires interrogé.es sont nombreux.euses à s'être dit démuni.es face à ces situations, soulignant le besoin de trouver des points d'appui pour l'accompagnement à la sortie de la prostitution. Le fait d'inclure de façon effective la prostitution dans les séances portant sur la « vie sexuelle et affective » pour prévenir le risque prostitutionnel mais aussi le devenir

²³ Voir par exemple le procès de 12 hommes accusés de proxénétisme sur mineures en Ile-de-France, au mois de juin-juillet 2018. Largement relayée par la presse, cette affaire est assez emblématique de la problématique de proxénétisme sur des mineures françaises. Les acheteurs étaient trouvés sur Internet, au moyen de petites annonces postées par les exploiters, notamment sur les sites Vivastreet et Wannonce. Rachel Garrat-Valcarcel, « Ile-de-France : Début du procès de 12 hommes accusés de proxénétisme sur mineures », *20 minutes*, 25 juin 2018 : <https://www.20minutes.fr/justice/2295743-20180625-ile-france-debut-proces-12-hommes-accuses-proxenetisme-mineures>

proxénète et le devenir « client », mesure prévue par la loi du 13 avril 2016, a également été discuté avec plusieurs acteurs.trices de la jeunesse, en lien avec des problématiques telles que la pornographie, l'hyper-sexualisation, le consumérisme ou le cyber-harcèlement. Vue les facteurs de vulnérabilité cités ci-dessus, et développés dans le paragraphe suivant, la nécessité de prendre en charge le plus tôt possible l'enfant en danger est également clairement ressortie de notre diagnostic partagé pour prévenir l'entrée dans le système prostitutionnel.

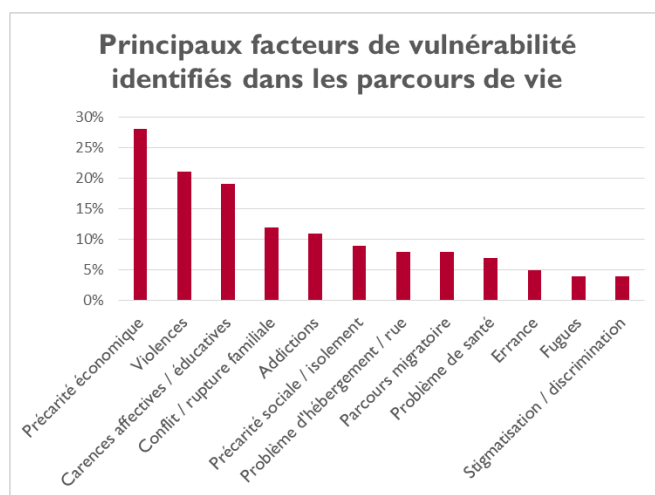
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités

Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises la présence de facteurs de vulnérabilité dans les parcours de vie des personnes en situation de prostitution identifiées par les participant.es au diagnostic, permettant d'expliquer leur entrée dans le système prostitutionnel. Ce paragraphe en présente une synthèse.

Les professionnel.les et bénévoles interrogé.es mentionnent des facteurs vulnérabilité dans les parcours de vie de 63% des 661 personnes en situation de prostitution probable ou avérée repérées en Bretagne²⁴. Cette proportion relativement importante indique qu'il existe une prise de conscience de la réalité du système prostitutionnel parmi les acteurs.trices breton.nes. Il importe de préciser que l'absence de facteurs repérés pour les 37% de personnes restantes ne signifie pas leur inexistence. Il est tout à fait probable que des éléments du parcours de vie ne soient pas connus des professionnel.les et bénévoles ou qu'ils n'aient pas été pensés comme pouvant « faciliter » l'entrée dans le système prostitutionnel. Notons également que l'identification de certains facteurs est parfois délicate car ils peuvent aussi être des effets de la prostitution (par exemple : troubles psychologiques, addictions, isolement). Les causes et les conséquences s'alimentent souvent dans un cercle vicieux, empêchant les victimes de s'émanciper du système prostitutionnel. Dans tous les cas, il importe de les prendre en compte dans l'accompagnement à la sortie.

Les facteurs les plus cités dans le diagnostic sont : la précarité économique (repérée dans 28% des parcours de vie), les violences déjà subies (21%) et les carences affectives et éducatives (19%).

²⁴ Cette part est de 52% en Côtes-d'Armor, 72% dans le Finistère, 58% en Ille-et-Vilaine, 67% dans le Morbihan.



Le tableau ci-dessous donne à voir de manière plus exhaustive ces facteurs²⁵.

Ensemble des facteurs de vulnérabilité identifiés	
Précarité économique	28%
Violences	21%
<i>dont violences sexuelles</i>	8%
<i>dont violences conjugales / intra-familiales</i>	7%
Carences affectives / éducatives	19%
Conflit / rupture familiale	12%
Addictions	11%
Précarité sociale / isolement	9%
Problème d'hébergement / Rue	8%
Parcours migratoire / exil / déracinement	8%
Problème de santé	7%
<i>dont troubles psy</i>	6%
Errance	5%
Fugues	4%
Stigmatisation / discrimination	4%
<i>dont sexisme</i>	2%
<i>dont homophobie</i>	2%
<i>dont transphobie</i>	0,2%
Déscolarisation	3%
Rapport au corps marchand / hypersexualisation	3%
Situation irrégulière	2%
Rejet / manque d'estime de soi / mal être	2%
Délinquance	1%
Handicap	1%
Absence d'emploi / de perspectives pro	1%
Grossesse	1%
Prises de risque / Fréquentation de groupes à risque	1%
Parents alcooliques / toxicomanes	1%
Non-maitrise du français	0,5%
<i>dont VIH</i>	0,3%

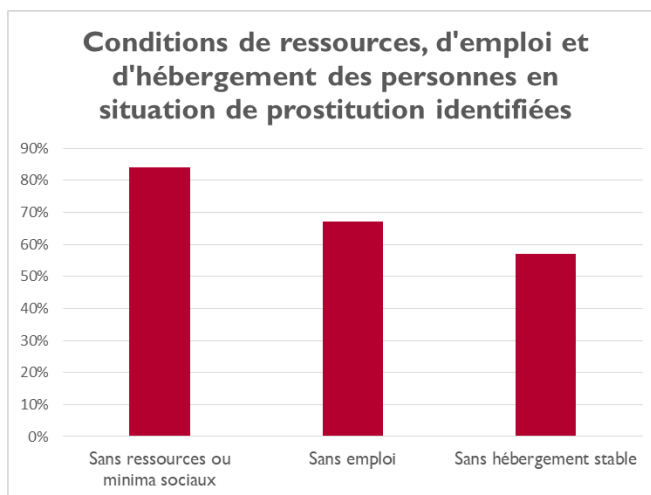
²⁵ Les données se lisent comme suit : 21% des personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es ont subi des violences avant d'entrer dans le système prostitutionnel.

Rupture prise en charge ASE	0,3%
Isolée avec enfant à charge / malade	0,3%
Pression famille / pairs / communauté	0,3%
Dettes	0,3%
Mères ayant connu la prostitution	0,3%
Tutelle	0,3%
Tentative de suicide	0,2%

C. Des conditions de vie précaires

La précarité des conditions de vie peut rarement expliquer à elle seule l'entrée dans le système prostitutionnel : il s'agit toujours d'une conjonction de facteurs de vulnérabilité. En Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan, ce sont d'ailleurs respectivement les violences subies et les carences affectives qui sont les plus identifiés dans les parcours de vie, avant la précarité économique. Elle ressort cependant comme le premier facteur cité au niveau régional et transparaît de manière importante dans les situations décrites.

84% des personnes pour qui des informations ont été renseignées à ce sujet sont sans ressources ou bénéficiaires des minima sociaux, 67% sont sans emploi (hors étudiant.es et scolaires), 57% n'ont pas de logement ou d'hébergement stable²⁶. Ces personnes se trouvent à la rue, hébergées par le 115, dans des centres d'hébergement, des squats, des bidonvilles ou sont hébergées par des tiers (bien souvent leurs « clients » et/ou proxénètes).



²⁶ Les pourcentages sont calculés sur la base des personnes pour lesquelles nous disposons d'informations sur ces items : 329 pour la situation financière, 358 pour la situation professionnelle et 425 concernant l'hébergement / logement.

V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS

La Loi du 13 avril 2016 apporte un changement de regard sur la prostitution. Elle décentre l'attention stigmatisante portée sur les seules personnes en situation de prostitution pour considérer la prostitution comme un système de violences comprenant d'autres catégories d'acteurs.trices. En déplaçant le regard, l'idée est aussi de transférer la responsabilité et la culpabilité des personnes en situation de prostitution, victimes de ce système, vers ceux qui les exploitent : les proxénètes et les acheteurs d'actes sexuels, que le langage abolitionniste appelle « les proximateurs ».

Les paragraphes suivants présentent les éléments recueillis au cours du diagnostic partagé, du diagnostic Internet et via la revue de presse, illustrant la présence de proxénètes et de « clients » en Bretagne.

A. Proxénétisme et traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle

Pour la majorité des situations (61%), les participant.es au diagnostic disent ne pas savoir s'il existe ou non des proxénètes. La présence, probable ou avérée, de proxénètes est identifiée dans 22% des situations, leur absence dans 17% des cas.

Le peu de remontées d'information concernant le proxénétisme et la traite est mis en lumière par les professionnel.les de la police et de la justice que nous avons rencontré.es. La DIPJ pointe le manque de sensibilisation des forces de l'ordre à la prostitution et la traite, mais aussi les lourdeurs procédurales du cadre d'enquête et le peu de moyens humains affectés à la lutte contre le proxénétisme. Ce constat transparait dans la quasi-totalité des entretiens que nous avons pu conduire auprès des forces de l'ordre en Bretagne, mais aussi dans les autres départements où ont été menés des diagnostics (4 départements d'Ile-de-France, Maine-et-Loire, Pas-de-Calais).

Sur la région Bretagne, le croisement de nos différentes sources de données fait tout de même apparaître des faits de proxénétisme de plusieurs ordres.

1. Des réseaux internationaux organisant des « sex tours » via Internet

Ces réseaux proviennent principalement de Chine et d'Amérique du Sud, parfois d'Europe de l'Est et plus rarement d'Afrique sub-saharienne. Ils n'ont pas d'implantation stable en Bretagne. De ce fait, il n'est pas rare que les enquêtes soient conduites en lien étroit avec les services de police inter-régionaux (DIPJ), centraux (OCRTEH) ou de la région parisienne (brigade de répression du proxénétisme). Les victimes sont principalement des femmes, parfois des personnes transidentitaires, de nationalité étrangère, transportées rapidement de villes en villes. Les passes ont lieu dans des appartements ou des hôtels réservés en ligne, via des sites comme *Airbnb* ou *Booking*, pour quelques jours à quelques semaines. Les réseaux gèrent généralement les rendez-vous avec les « clients » via Internet et au moyen de plusieurs appareils mobiles reliés sous la forme d'un standard téléphonique. De tels faits nécessitent une logistique importante et relèvent généralement de réseaux bien organisés.

L'ensemble de la région Bretagne apparaît concernée. Au moins deux réseaux chinois ont été démantelés en 2014-2015 et 2017-2018 avec des activités dans les quatre départements bretons (Lannion, Saint-Brieuc, Brest, Quimper, Rennes, Saint-Malo, Lorient, Vannes). Des réseaux sud-américains ont également été révélés en 2016 et 2017 suite à l'agression de plusieurs personnes en situation de prostitution par des hommes se faisant passer pour des « clients », dans des appartements du Finistère (Brest, Quimper, Morlaix), d'Ille-et-Vilaine (Rennes) et du Morbihan (Vannes). Trois hommes français ont par ailleurs été jugés entre 2015 et 2017 pour avoir profité de l'argent de la prostitution en louant leurs appartements à des réseaux à Quimper (29) et en périphérie de Rennes (35).

A travers le diagnostic Internet, nous pouvons constater que la présence de réseaux de proxénétisme est clairement visible sur les sites spécialisés en « escorting » (« agences d'escorts »). La systématisme avec laquelle les fiches sont remplies, l'annonce de dates de tournées internationales, la rédaction en plusieurs langues... laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une prostitution gérée par des réseaux structurés. Les proxénètes sont globalement plus discrets sur les sites de petites annonces et de rencontre. Leur présence peut cependant être supposée à travers un faisceau d'indices faisant penser que la prostitution est organisée par des personnes autres que la personne en situation de prostitution elle-même.

La liste ci-dessous reprend le faisceau d'indices, non-exhaustif, établi lors de notre diagnostic en Ile-de-France :

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes sont rédigées de manière similaire. On y retrouve les mêmes mots ou expressions, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos sont semblables, elles présentent les mêmes poses, des éléments de décors ou des retouches identiques. Un même pseudo est apparemment utilisé pour décrire plusieurs personnes.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes mais utilisant les mêmes termes pour les décrire (catégories d'âge, ethniques, de nationalité...) ont été postées à la même date et/ou sont localisées dans la même ville ou dans une zone géographique limitée.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes ont été postées à partir du même compte utilisateur.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes indiquent les mêmes numéros de téléphone ou des numéros de téléphone dont seuls les deux derniers chiffres varient.
- Les annonces sont rédigées à la troisième personne.
- Les annonces sont rédigées en anglais.
- Les annonces présentent des incohérences dans la description des personnes : plusieurs pseudos, plusieurs âges, plusieurs catégories « ethnico-raciales » ou nationales sont mentionnées à différents endroits.
- Les annonces précisent que les personnes sont « de passage », « dans votre ville pour une semaine / quelques jours » ou « en vacances ».
- Les annonces précisent que les personnes sont disponibles « tout le temps » ou « 24h/24 ».

L'action de réseaux de proxénétisme ou de traite transparait clairement dans 18% des annonces étudiées en Bretagne. L'absence d'indices repérés dans les autres annonces n'exclut bien sûr pas la présence de réseaux de proxénétisme ou de traite.

2. Du proxénétisme hôtelier

L'existence de faits de prostitution, mêmes ponctuels, dans des hôtels pose nécessairement la question du proxénétisme hôtelier (*voir III-B-1- La prostitution dans les appartements, maisons et hôtels*). Rappelons qu'il suffit pour les hôtelier.es de « laisser faire », autrement dit de ne pas signaler les faits lorsqu'elles.ils en ont connaissance, pour être susceptibles d'être mis.es en cause pour proxénétisme. Les services de police et de justice des secteurs de Rennes, Vannes et Dinan-Saint-Malo indiquent être en lien avec les hôtelier.es de leur territoire

sur ce sujet et recevoir des signalements de leur part lorsque des faits de prostitution et de proxénétisme sont supposés. La DDSP de Rennes reçoit ainsi, par exemple, des remontées concernant le passage de réseaux d'Europe de l'Est dans des hôtels haut-de-gamme d'Ille-et-Vilaine.

Des réseaux importants ont par ailleurs été démantelés dans ce qui était de véritables « hôtels de passes » à Lorient en 2014-2015 et, plus récemment, à Brest en 2017-2018.

3. Du proxénétisme dans les bars à hôtesse et salons de massage

De la même manière, les situations de prostitution identifiées dans des bars à hôtesse ou des salons de massage impliquent la plupart du temps la présence de proxénètes, généralement les propriétaires et gérant.es de ces lieux (*voir III-B-2- La prostitution dans les établissements de loisirs : bars, clubs et salons de massage*). A ce titre, plusieurs établissements font l'objet d'une attention particulière de la part de la police à Brest (29), Rennes (35) et Lorient (56).

Des affaires récentes sont mises en lumière par la presse régionale et nos entretiens avec les services de police en Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan. Des salons de massage, chinois pour la plupart, ont été fermés à Cesson-Sévigné, Rennes (35) et Lorient (56). Quatre personnes ont également été condamnées en 2015 et 2017 pour des faits de proxénétisme dans un bar lorientais remontant à 2009-2010.

4. Des réseaux de proxénétisme et de traite présents sur la prostitution de rue

Nous avons vu que la prostitution de rue était globalement peu présente en Bretagne (*voir III-A- La prostitution visible*). Des réseaux sont présents là où elle est encore visible, en particulier en Ille-et-Vilaine. Un vaste réseau roumain agissant dans des rues et dans des hôtels des métropoles rennaises et nantaises, en Loire-Atlantique, a été démantelé en 2019. En 2016, une dizaine de personnes avaient également été interpellées en Ille-et-Vilaine, en Mayenne et dans la Sarthe pour avoir organisé la prostitution de femmes camerounaises, gabonaises et françaises dans des camionnettes stationnées notamment en périphérie de Rennes.

La présence ponctuelle de réseaux nigériens a été signalée au cours du diagnostic partagé dans le nord du département du Morbihan. Dans le Finistère, plusieurs professionnel.les et bénévoles ont déclaré avoir rencontré des femmes nigérianes « rejetées par les réseaux de prostitution », arrivées en gare de Brest et/ou demandant une prise en charge par le Conseil

départemental. Si ces femmes semblent plutôt avoir été exploitées dans d'autres départements (à Paris et à Nantes notamment), nous n'excluons pas la présence de réseaux dans le Finistère.

5. Du proxénétisme dans le cadre de violences conjugales

Une vingtaine de situations décrites par les participant.es au diagnostic dans les quatre départements renvoient à des formes de proxénétisme qui seraient hors réseaux, dans le cadre de violences conjugales. Le proxénète est alors le conjoint ou l'ex-conjoint de la victime (*voir aussi IV-A-1- Une immense majorité de femmes*).

On notera 7 affaires de ce type relayées par la presse régionale entre 2016 et 2019 : 3 en Côtes-d'Armor, 2 en Ille-et-Vilaine et 1 dans le Morbihan. Les victimes de ces violences sont des femmes majeures et mineures.

6. Du proxénétisme sur des jeunes filles mineures

Comme pour les adultes, le proxénétisme concernant des mineur.es prend des formes multiples, plus ou moins organisées. L'exploitation a lieu dans le cadre de violences conjugales, de réseaux de « pairs » ou de réseaux de traite des êtres humains structurés. Elle se déroule la plupart du temps dans des appartements ou des chambres d'hôtels, via Internet.

6 affaires ont été jugées entre 2015 et 2018 concernant des faits de proxénétisme sur des adolescentes originaires des quatre départements bretons et prostituées en région parisienne, à Toulouse et dans des villes du Grand Ouest dont Saint-Brieuc (22) et Vannes (56) (*voir aussi IV-A-3- De nombreuses personnes jeunes, voire très jeunes*).

7. Autres faits de proxénétisme identifiés

Les éléments suivants sont également remontés dans le questionnaire en ligne et lors des entretiens sans que nous n'ayons pu recueillir davantage d'éléments :

- Des réseaux albanais à Quimper (29) et à Rennes (35).
- Un réseau guyanais à Brest (29). Des jeunes femmes, étudiantes à l'université notamment, seraient exploitées sous la pression de la communauté.

B. Les acheteurs de prostitution

Les quelques données renseignées par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es concernant les acheteurs d'actes sexuels révèlent des profils assez hétéroclites, aussi bien en termes d'âge que de situation sociale, de lien avec les victimes ou de provenance géographique. Il est question par exemple de « clients inconnus rencontrés via Internet », « amis et amis d'amis », « hommes de passage », « hommes du quartier », « majeurs de tous âges », « collégiens », « chefs d'entreprise, cadres supérieurs »... Le point commun est qu'il s'agit quasi-exclusivement d'hommes : des femmes « clientes » sont évoquées dans deux situations seulement, dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine. On notera que dans les deux cas, ces « clientes » semblent être en position de pouvoir puisqu'elles sont décrites comme « plus âgées » et/ou « hébergeantes ».

Notre diagnostic Internet confirme que les « clients » sont en très grande majorité des hommes, y compris quand les personnes en situation de prostitution sont de sexe masculin. 98% des annonces Internet étudiées en Bretagne s'adressent à des hommes, dont 89% exclusivement (10% des annonces s'adressent à des femmes seules, dont 3% exclusivement).

Comme nous l'avions déjà constaté au moment de notre diagnostic en Ile-de-France, les « clients » sont très présents sur les sites Internet étudiés²⁷ :

- Sur les sites spécialisés en « escorting », ils évaluent et commentent les profils des personnes prostituées. Leurs avis, précédés d'un pseudo, sont très souvent visibles et consultables publiquement sous la fiche des « escorts ». Les phrases employées témoignent de la marchandisation des personnes en situation de prostitution, qui ne sont pas considérées en tant que personnes humaines par les « clients » mais bien comme des produits qu'ils ont achetés et utilisés.
- Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leurs annonces de demandes côtoient celles des offres de personnes en situation de prostitution.

La consultation des archives des sous-forums « France » de la rubrique « Prostitution » du site Youppie.net révèle 299 discussions actives de « clients » de la prostitution en Bretagne entre le 1^{er} janvier 2015 et le 14 avril 2016, date à laquelle les sous-forums ont été fermés. Au moins 23 de ces discussions concernent les Côtes-d'Armor, 94 le Finistère, 103 l'Ille-et-Vilaine et 103

²⁷ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017, p. 85 à 88.

le Morbihan. Sans inscription, nous ne pouvons pas accéder à la totalité de ces discussions. Nous avons pu néanmoins comptabiliser au moins 275 pseudos différents à partir des extraits visibles.

Concernant des contenus plus récents, sur le seul site de petites annonces g-trouve.com, dans la rubrique « Rencontres », nous avons répertorié 118 annonces de « clients » à la recherche de personnes en situation de prostitution en Bretagne entre le 1^{er} septembre et le 6 novembre 2019²⁸ : 21 en Côtes-d'Armor, 32 dans le Finistère, 29 en Ille-et-Vilaine et 36 dans le Morbihan. D'après les informations de profil déclarées, toutes les annonces ont été rédigées par des hommes, d'âges variés, habitant dans des zones urbaines ou rurales de la région (*voir cartographie ci-dessous*). Les formulations, plus ou moins explicites, laissent généralement peu de doutes sur l'intention de leurs auteurs.

Nous avons également effectué une simulation sur le tchat coco.fr, régulièrement cité par les services de police et les professionnel.les de la jeunesse que nous avons rencontrés, notamment dans le Morbihan. Ce tchat permet d'accéder à des discussions instantanées et localisées, en entrant ces quelques données : pseudo, âge, sexe, code postal. S'il n'est pas possible d'indiquer un âge en dessous de 18 ans dans la case correspondante, nous avons pu vérifier qu'un chiffre accolé au pseudo permet de contourner cette interdiction. Pour notre simulation, nous avons utilisé deux pseudos évoquant une jeune fille mineure (« Lili16 » et « Ella16 ») et avons indiqué habiter à Saint-Brieuc, Brest, Rennes et Vannes. En 10 minutes seulement de connexion pour chacune de ces villes, 163 fenêtres de tchat se sont ouvertes. D'après les informations que nos interlocuteurs avaient eux-mêmes déclarées, 158 de ces discussions provenaient d'hommes, âgés de 18 à 66 ans, originaires des quatre départements bretons. Beaucoup montraient un pseudo, un avatar ou des messages à connotation sexuelle. Dans 8 cas, un acte sexuel tarifé était explicitement sollicité, soit par l'intermédiaire des pseudos affichés (par exemple : « payFemSodo » ou « rechescorte250e »), soit directement dans les messages instantanés envoyés.

Ci-dessous quelques extraits de g-trouver.com et de coco.fr :

« Je suis un homme de 68 ans, je suis sympa et cool bon bricoleur. Je vous propose mes services contre relations coquines suivies ou non. Pas de critère d'âge ni de physique. Femme de couleur appréciée. »

(extrait du site g-trouve.com, Côtes-d'Armor)

²⁸ Le chiffre que nous faisons apparaître ici est celui des différentes annonces répertoriées et non celui des clients prostitueurs utilisateurs du site : certaines annonces peuvent avoir été rédigées par les mêmes auteurs.

Yann : « Bonjour »

Yann : « Tarif pour une fellation stp ? »

(extrait du tchat coco.fr, Finistère)

Alain : « coucou tu veux gagner 100€ »

Alain : « coucou »

Ella16 : « tu veux quoi ? »

Alain : « une belle fellation ! »

Alain : « ou sexe ! comme tu veux »

Ella16 : « en vrai j'ai 16 ans »

Ella16 : « ça te dérange pas ? »

Alain : « ah non si tu sais bien le faire »

Alain : « tu as déjà fait ? »

Alain : « tu voudrais apprendre à bien sucer ?? »

Alain : « je suis ok pour t'apprendre si tu veux et tu auras 100€ pareil »

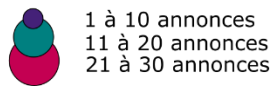
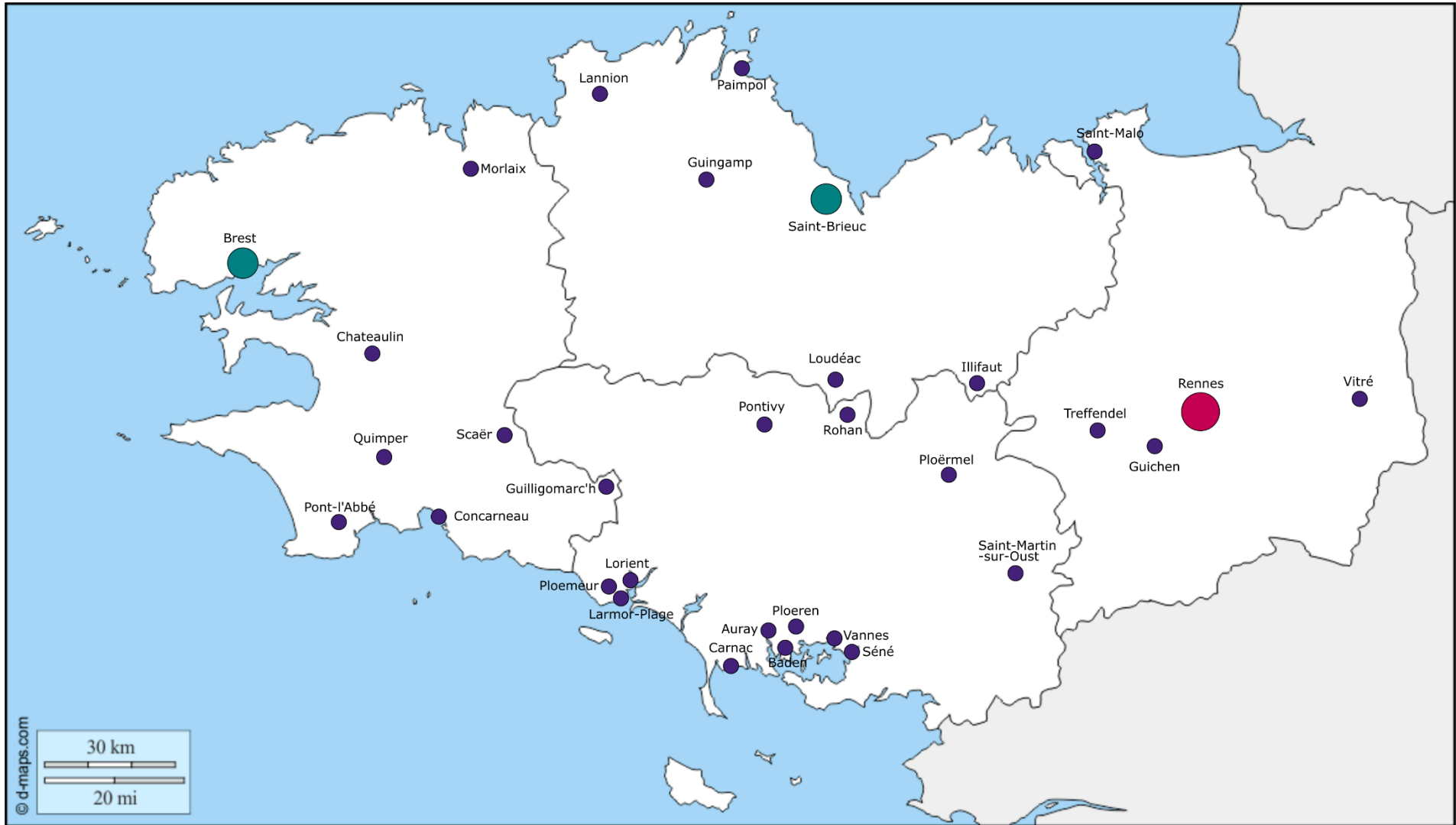
(extrait du tchat coco.fr, Ille-et-Vilaine)

« Je cherche jeune femme pouvant me recevoir plusieurs midis par mois pour me faire du bien contre des roses. Idéalement, Vannes - Plescop - Ploeren (côté Leclerc). J'ai 40 ans et je suis très discret.

Physique totalement indifférent du moment que vous soyez bien gourmande. Faites-moi signe »

(extrait du site g-trouve.com, Morbihan)

La cartographie présentée sur la page suivante fait apparaître les villes mentionnées dans les 118 annonces comptabilisées sur g-trouve.com. Elle permet d'illustrer, de manière très partielle, la présence de « clients » de la prostitution en Bretagne, « clients » sans lesquels, rappelons-le, le système prostitutionnel n'existerait pas.



Cartographie réalisée à partir des 118 annonces d'acheteurs de prostitution répertoriées sur le site g-trouve.com (juin à août 2018).

CONCLUSION ET PISTES D'ACTION

Dans les quatre départements, les professionnel.les et bénévoles interrogé.es au cours du diagnostic, en entretien ou via le questionnaire en ligne, tendent plutôt à décrire la prostitution comme relativement « anecdotique » ou « marginale ». Il est vrai qu'il existe peu de lieux de prostitution visible, les quelques endroits restants se concentrant principalement dans la métropole rennaise. Les formes de prostitution identifiées sont multiples, souvent discrètes, les lieux divers. Pourtant, près de la moitié des acteurs.trices breton.nes (47%), parmi les 630 ayant participé à l'étude, ont déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Lorsque l'on agrège les situations rapportées par chacun.e, la prostitution se dessine bel et bien comme un phénomène existant en Bretagne, avec une ampleur non négligeable.

Le diagnostic partagé nous a permis de poser l'hypothèse basse de 846 personnes concernées par la prostitution en Bretagne, dont au moins 661 en situation de prostitution probable ou avérée au cours des trois dernières années : 116 en Côtes-d'Armor, 178 dans le Finistère, 226 en Ille-et-Vilaine et 141 dans le Morbihan. D'après notre diagnostic Internet, 1123 personnes pourraient avoir été en situation de prostitution via des annonces en ligne au moment de notre étude (mai-juillet 2018). Ces chiffres, qui sous-estiment sans aucun doute la réalité, viennent confirmer la pertinence d'agir, dans chaque département comme prévu par la loi du 13 avril 2016 mais aussi au niveau régional, pour lutter contre le système prostitutionnel.

Des partenaires en demande de formation et d'information

Des professionnel.les et bénévoles globalement peu outillé.es :

92% des répondant.es au questionnaire en ligne s'estiment insuffisamment outillé.es sur la problématique du système prostitutionnel.

87% n'ont jamais suivi de formation.

Trois questions soulevées par les acteurs.trices de terrain :

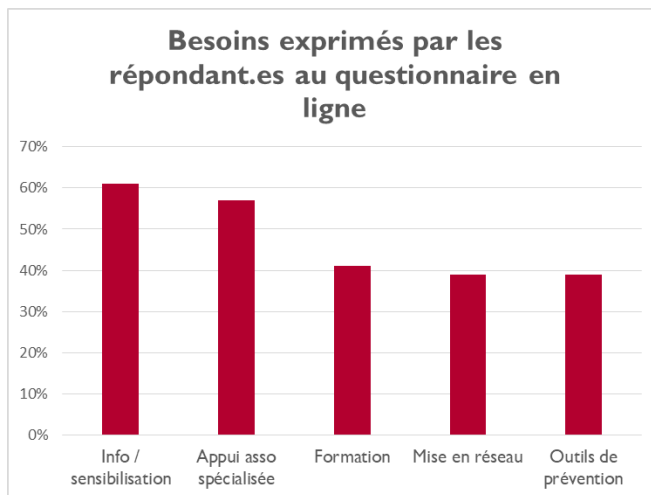
Comment mieux repérer les personnes en situation ou en risque de prostitution ?

Comment parler de prostitution avec elles ?

Quelles solutions concrètes pour les orienter et les accompagner ?

La prostitution, plus encore que toute autre forme de violence à l'encontre des femmes, suscite nombre de tabous, fantasmes et idées reçues, renforcés par les productions médiatiques et culturelles. L'identification de la problématique et, surtout, le fait de pouvoir en parler passent par la mise au travail des représentations de chacun.e. Le premier enjeu pour une mise en

œuvre concrète de la loi dans les quatre départements bretons est donc de poursuivre l'information et la sensibilisation initiées par ce diagnostic, et d'aller plus loin en proposant des formations aux professionnel.les et bénévoles pour comprendre la réalité du système prostitutionnel et la nécessité d'aborder le sujet avec les personnes qui en sont victimes. 61% des répondant.es au questionnaire en ligne mettent en lumière le besoin d'être mieux informé.es et sensibilisé.es, 57% d'être appuyé.es par une ou plusieurs association(s) spécialisée(s), 41% d'être formé.es.



Construire un partenariat solide pour l'accompagnement des personnes en situation de prostitution

La Loi du 13 avril 2016 crée les parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Ces parcours sont mis en œuvre sur une durée de six mois, renouvelable jusqu'à 24 mois, par des associations agréées par les préfetures de département. Ils peuvent donner lieu à l'ouverture de droits spécifiques, pour les personnes qui ne pourraient pas, dans un premier temps, bénéficier du droit commun (allocation financière d'insertion sociale, autorisation provisoire de séjour avec droit au travail).

L'Amicale du Nid a été agréée pour porter le dispositif des parcours de sortie dans les quatre départements bretons. Le parcours de sortie correspond à un accompagnement global vers la sortie de la prostitution et s'appuie sur tous les axes de l'insertion sociale :

- L'accès des personnes à l'information concernant la loi et leurs droits fondamentaux.
- L'accès des personnes aux soins, dans une perspective de santé globale. Cela peut impliquer, entre autres, l'accès à des soins spécialisés en matière de psycho-trauma.
- L'accès des personnes à l'hébergement, aussi bien d'urgence que d'insertion.

- L'accès des personnes aux biens de première nécessité et le développement de solutions financières alternatives à la prostitution et suffisantes pour leur permettre de subvenir à leurs besoins.
- L'accès des personnes étrangères à un titre de séjour avec droit au travail.
- L'accès des personnes à un accompagnement prenant en compte les violences vécues, dans le système prostitutionnel et plus globalement tout au long du parcours de vie, et leur spécificité en termes de rapports sociaux de sexe.
- L'accès des personnes à l'emploi durable, via la formation et l'insertion professionnelle.
- L'accès des personnes au logement durable.

Ces axes ne pourront être travaillés efficacement qu'avec la mobilisation d'un réseau partenarial local. 39% des répondant.es au questionnaire en ligne soulignent cette nécessité de mise en réseau. Les acteurs.trices institutionnel.les et associatifs.ves déjà réuni.es au sein des commissions départementales de lutte contre les violences faites aux femmes, dans les conseils départementaux et locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CDPD, CLSPD) mais aussi, au niveau régional, au sein du groupe de travail consacré aux personnes en situation de prostitution dans le cadre du Plan régional santé sexuelle peuvent constituer une base pertinente pour ce travail partenarial.

Inscrire la prostitution dans les protocoles de prise en charge des femmes victimes de violences

87% des personnes en situation de prostitution identifiées au cours du diagnostic partagé et 85% de celles présentées dans les annonces Internet étudiées sont des femmes. 98% de ces annonces s'adressent à des hommes. Lorsque l'on regarde les parcours de vie décrits par les professionnel.les et bénévoles interrogé.es, les violences sexistes et sexuelles reviennent comme un des facteurs de vulnérabilité les plus cités pour expliquer l'entrée dans le système prostitutionnel. Ces éléments nous rappellent que la prostitution fait partie du continuum des violences à l'encontre des femmes, tant au niveau sociétal qu'individuel. En France, la prostitution est officiellement reconnue comme une violence sexiste et sexuelle depuis 2011, date à laquelle elle a été prise en compte dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes. L'analyse de la prostitution comme une violence systémique à l'encontre des femmes est confirmée par la loi du 13 avril 2016. Il apparaît donc cohérent, au niveau départemental et régional, de lier le travail partenarial de lutte contre le système prostitutionnel aux actions entreprises contre les autres formes de violences sexistes et sexuelles, notamment dans le cadre du Grenelle contre les violences conjugales (3 septembre – 25 novembre 2019). Dans le Morbihan, l'inclusion des victimes de prostitution dans les

protocoles de prise en charge des femmes victimes de violences de la police, de la gendarmerie et du parquet a été évoquée comme une piste d'action possible lors de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite du 8 octobre 2019. Etendre la prise en compte de la prostitution à l'ensemble des protocoles, présents et futurs, de prise en charge des femmes victimes de violences permettrait de reconnaître concrètement les personnes en situation de prostitution comme des victimes de violences sexistes et sexuelles et de leur proposer un accompagnement en tant que telles, sur tous les axes listés ci-dessus.

Inclure et nommer la prostitution contre biens ou services dans les actions de lutte contre le système prostitutionnel

Nommer la violence sexiste et sexuelle que constitue la prostitution est fondamental pour accompagner les personnes qui en sont victimes à en sortir, quelle que soit la forme prise par la prostitution. Cela peut sembler d'autant moins évident lorsque la contrepartie n'est pas financière. L'achat d'actes sexuels au moyen de biens ou de services apparaît éloigné de nos représentations collectives sur la prostitution. De notre expérience, les mots utilisés pour le décrire, aussi bien de la part des personnes victimes que des professionnel.les et bénévoles qui les reçoivent, tendent à l'euphémiser : on parlera de « troc », de « débrouille », voire d'agresseur qui « rend service ». Cette forme de prostitution a été mise en lumière de manière importante par le diagnostic partagé, puisqu'elle représente en moyenne un quart des situations identifiées par les acteurs.trices interrogé.es en Bretagne. Il nous semble donc important de l'inclure dans les actions qui seront mises en place. Au niveau préventif, informer le grand public de l'interdiction d'acheter un acte sexuel, y compris « en échange [...] d'un avantage en nature »²⁹, et des conséquences de la prostitution sur celles et ceux qui la subissent est une première piste d'action³⁰. Sur le volet accompagnement social, travailler à la question de l'accès aux biens de première nécessité et à l'hébergement pour les personnes les plus vulnérables en est une autre. Des difficultés relatives à l'hébergement et à la mise à l'abri des femmes victimes de violences, en particulier lorsque celles-ci sont étrangères, et la nécessité de travailler sur l'accès au logement sont revenus dans nos discussions avec des partenaires des quatre départements.

²⁹ Loi n°2016-444 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, article 20.

³⁰ Voir par exemple la campagne de sensibilisation réalisée par la Mairie de Grenoble en 2016, en partenariat avec les associations l'Appart, Zéromacho et l'Amicale du Nid.

Un article de la revue Prostitution et Société, du Mouvement du Nid, résume ce projet :

<http://prostitutionetsociete.fr/prevention-et-education/outils/article/grenoble-lance-une-campagne-en-direction-des-clients>

Prendre en compte la prostitution en milieu rural dans le maillage partenarial

Un manque de données peut globalement être constaté concernant le milieu rural. La question de la prostitution dans ces territoires reste donc à approfondir. Les quelques éléments fournis par les diagnostics partagés et Internet laissent cependant entrevoir que des faits de prostitution existent bel et bien dehors des grandes agglomérations. Il importera donc de ne pas oublier les territoires ruraux dans le maillage partenarial qui pourra être mis en place. En nous appuyant sur les éléments déjà disponibles, il semble que la prostitution en zone rurale se présente principalement sous la forme d'une prostitution discrète, via Internet. Parallèlement à la mobilisation des acteurs.trices de proximité pour le repérage des personnes concernées par la prostitution, des modes d'aller-vers sur Internet pourraient être imaginés pour entrer en contact avec elles. Dans le département du Morbihan, le Mouvement du Nid a mené une première expérimentation en 2016-2017 avec l'envoi de SMS aux numéros de téléphone répertoriés sur deux sites proposant des annonces d'offre de prostitution. Des actions similaires sont conduites par l'Amicale du Nid, notamment dans le département des Bouches-du-Rhône. Si le taux de retour reste faible, comparativement au temps investi dans la collecte de données, plusieurs réponses ont été reçues de la part de personnes se posant des questions ou souhaitant obtenir de l'aide et des accompagnements ont pu être déclenchés de cette manière³¹.

Lutter contre le proxénétisme et la traite passant par Internet

Au-delà de la prostitution de femmes françaises, notamment en milieu rural, la prostitution via Internet concerne, dans les quatre départements, des personnes de nationalités étrangères sous la coupe de réseaux internationaux. Si l'enjeu dépasse les frontières de la Bretagne, des pistes d'action peuvent tout de même être envisagées localement. Les personnes exploitées par ces réseaux ne sont généralement présentes que pour un temps très court sur la région, puisqu'elles sont régulièrement déplacées par leurs proxénètes. Nous avons vu qu'elles étaient globalement peu reçues par les acteurs.trices sociaux et de santé des territoires étudiés. En raison de l'emprise des réseaux, nous pouvons également supposer qu'un nombre limité d'entre elles seront touchées, ou en mesure de répondre, par un aller-vers sur Internet, comme évoqué ci-dessus. Sensibiliser les hôtelier.es, les propriétaires d'appartement en location saisonnière, les riverain.es pourrait en revanche permettre de mieux repérer les réseaux de

³¹ En 2018, 39 maraudes virtuelles ont été organisées par l'Amicale du Nid à Marseille, 1642 SMS ou mails ont été envoyés, 143 réponses ont été reçues et 6 personnes sont venues dans l'établissement pour un accompagnement.

passage et, *in fine*, d'entrer en contact avec les victimes. Une telle action serait intéressante aussi bien du point de vue de la lutte contre les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains (remontées d'information pour la police et la gendarmerie) que de celui de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution.

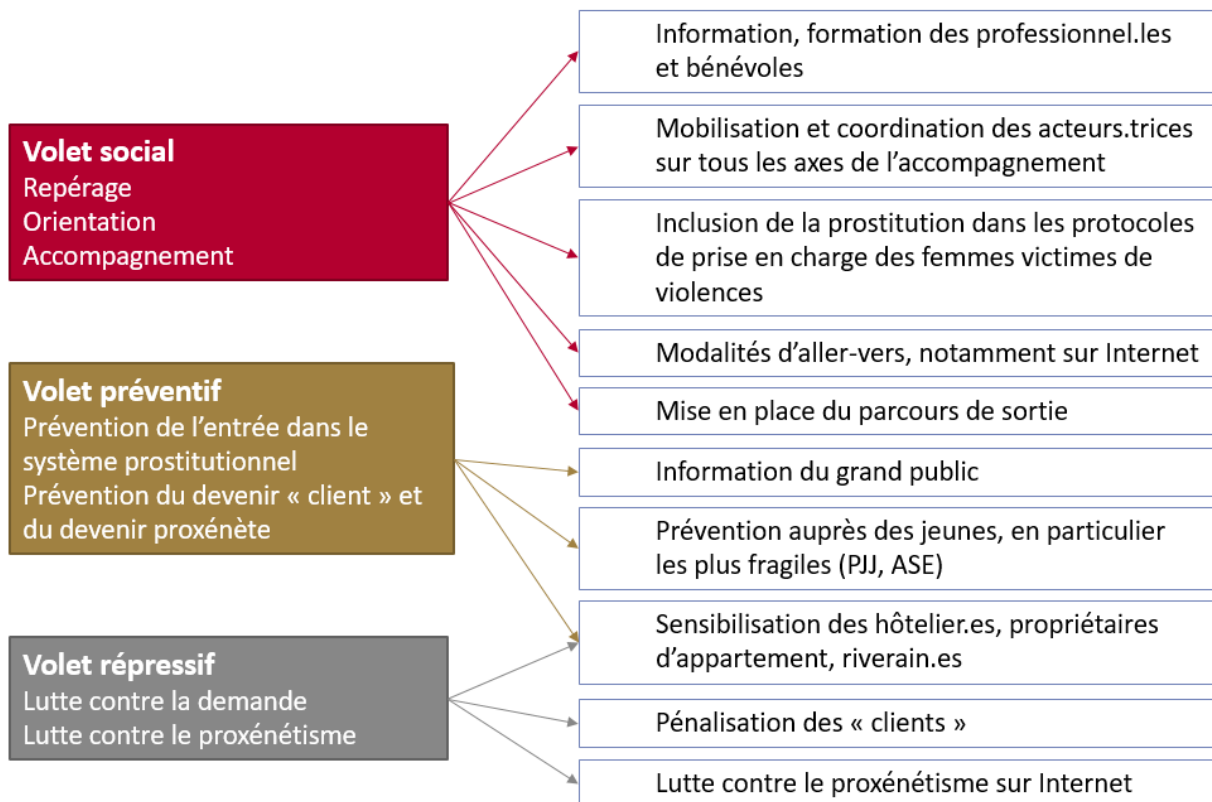
Prévenir et agir contre la prostitution des mineur.es et jeunes majeur.es

21% des personnes en situation de prostitution identifiées en Bretagne sont mineures. 52% ont 25 ans ou moins. Les commissions départementales, mais aussi le groupe de travail régional consacré à la santé des personnes en situation de prostitution dans le cadre du Plan régional santé sexuelle, pourraient se saisir de la problématique de la prostitution des jeunes. Le sujet a déjà suscité des échanges lors des réunions des commissions départementales dans le Finistère et dans le Morbihan. Il s'agit non seulement de protéger et accompagner les jeunes déjà en situation de prostitution, mais aussi de prévenir l'entrée dans le système prostitutionnel et le devenir « client » et proxénète. Le besoin de prévention est apparu d'autant plus nécessaire au sein des institutions prenant en charge les jeunes les plus fragiles (ASE et PJJ) où plusieurs professionnel.les rencontré.es ont qualifié la prostitution de « vrai sujet » pour les enfant.es et adolescent.es qu'elles.ils rencontrent. Cet aspect de la loi du 13 avril 2016 apparaît tout à fait fondamental si l'on veut espérer pouvoir lutter contre le système prostitutionnel sur le long terme. 39% des répondant.es au questionnaire en ligne ont émis le souhait de bénéficier d'outils de prévention concernant la prostitution. Dans le Morbihan, le Mouvement du Nid intervient déjà auprès de jeunes, en majorité des collégien.nes, lycéen.nes et étudiant.es, pour prévenir le risque prostitutionnel. Dans les trois autres départements, plusieurs acteurs.trices de la jeunesse se sont montrés intéressés pour inclure le sujet de la prostitution dans leurs actions de prévention (Direction dédiée à l'accueil des mineur.es non accompagné.es, CIDFF en Côtes-d'Armor, BPDJ dans le Finistère, Prévention spécialisée en Ille-et-Vilaine...).

Quant à la pénalisation des acheteurs de prostitution, elle n'apparaît pas, ou très peu, mise en œuvre dans la région actuellement, quel que soit l'âge des victimes. Les « clients » auditionnés lors d'enquêtes sur des faits de proxénétisme sont rarement poursuivis. Concernant l'exploitation sexuelle des enfants et adolescent.es, rappelons que l'achat de prostitution de mineur.es est interdit en France depuis la Loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale³². La même loi précise que « tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement,

³² Loi n°2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale.

est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative » (article 13). Un partenariat renforcé entre les acteurs.trices de la jeunesse et de la protection de l'enfance et les associations spécialisées dans l'accompagnement de personnes en situation de prostitution nous semble clé pour développer une prise en charge adaptée de ces enfants.



ANNEXES

Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016



Ministère des Familles, de l'Enfance
et des Droits des Femmes

LES 6 POINTS CLÉS DE LA LOI PROSTITUTION

1



Abrogation du délit de racolage :
les personnes prostituées sont reconnues comme
des victimes et non plus comme des délinquantes.

2



Responsabilisation des clients :
ils sont désormais passibles d'une contravention
de 1500 euros. Les moyens de lutte contre les réseaux
et proxénètes sont également renforcés

3



Mesures de protection et d'accompagnement :
un parcours de sortie de la prostitution est créé,
financé par un fonds dédié.

4



Actions de prévention et de sensibilisation :
la lutte contre la marchandisation des corps entrera
dans les thématiques relevant de l'éducation
et de la citoyenneté

5



**Autorisation provisoire de séjour
de six mois (et droit au travail) :**
pour les personnes prostituées étrangères engagées
dans un parcours de sortie de la prostitution

6



**Instauration d'une nouvelle instance
présente dans les départements :**
son but sera de coordonner l'action en faveur
des victimes de la prostitution

www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr

Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2019 et traitant de prostitution en Bretagne

2015

- Ouest France, 9 janvier 2015, « Prostitution à Quimper. Un jeune poursuivi pour proxénétisme aggravé »
- Ouest France, 3 février 2015, « Prostitution à Lorient. Quatre condamnations dans l'affaire du 6^e sens »
- Ouest France, 30 mars 2015, « Au tribunal à 19 ans pour proxénétisme »
- France Bleu Breizh Izel, 7 avril 2015, « La prostitution en Bretagne : état des lieux et dérive des jeunes »
- Le Télégramme, 3 juillet 2015, « Lorient. Proxénétisme aggravé : six mois de prison pour la jeune femme »
- Ouest France, 4 juillet 2015, « Justice à Lorient. A 19 ans, condamnée pour prostitution de mineures »
- Le Télégramme, 25 juillet 2015, « Finistère. Un réseau de proxénétisme démantelé »
- 20 minutes, 19 septembre 2015, « Rennes : jusqu'à 10 ans de prison pour les membres d'un réseau de proxénètes »
- Ouest France, 20 septembre 2015, « La prison pour proxénétisme et trafic de drogue »
- 20 minutes, 18 octobre 2015, « Rennes : le locataire prêtait son appartement à des prostituées »
- France 3 Pays de la Loire, 2 décembre 2015, « Angers : un réseau de prostitution démantelé »
- Ouest France, 2 décembre 2015, « Proxénétisme aggravé : un réseau chinois démantelé depuis Angers »
- Le Parisien, 4 décembre 2015, « Réseaux de prostitution en France : dix-huit personnes sous les verrous »

2016

- Le Télégramme, 8 janvier 2016, « Tribunal. Prostitution : la masseuse a été relaxée »
- Ouest France, 30 janvier 2016, « Justice à Rennes. 15 ans de prison pour viol et proxénétisme »
- Ouest France, 31 janvier 2016, « Viols et proxénétisme : 15 ans de prison »
- Le Télégramme, 9 février 2016, « Carentoir. Il prostituait sa compagne pour financer sa culture de cannabis »
- Le Télégramme, 20 février 2016, « Prostitution chinoise : cap à l'Ouest »
- Ouest France, 21 février 2016, « Prostitution à l'hôtel : « Il ne voyait rien du trafic »
- Le Télégramme, 24 février 2016, « Rennes. Les parties fines lorientaises devant le tribunal »
- Le Télégramme, 26 février 2016, « Lorient. Tolérance à la prostitution : quatre ans fermes pour l'hôtelier »
- Le Télégramme, 26 février 2016, « Massages chinois. Prison ferme aux deux femmes proxénètes »
- 20 minutes, 28 février 2016, « Saint-Malo : deux chinoises condamnées pour proxénétisme »
- Ouest France, 23 mars 2016, « Rennes. Soupçon de proxénétisme au salon de massage »
- 20 minutes, 23 mars 2016, « Deux salons de massage soupçonnés de proxénétisme à Rennes et Nantes »
- Le Télégramme, 9 septembre 2016, « Louargat. Le mari condamné pour proxénétisme »
- Ouest France, 15 avril 2016, « La gérante du salon devant la cours d'appel »
- Le Parisien, 11 octobre 2016, « Vannes : deux prostituées ligotées et braquées par un faux client »

- Ouest-France, 11 octobre 2016, « Vannes. Des prostituées braquées et ligotées dans un appartement »
- Le Télégramme, 25 novembre 2016, « Prostitution. A Vannes aussi »
- France Bleu, 7 décembre 2016, « Démantèlement d'un réseau de prostitution en Mayenne, dans la Sarthe et en Ille-et-Vilaine »
- Ouest France, 7 décembre 2016, « Mayenne, Sarthe, Ille-et-Vilaine. Un réseau de prostitution démantelé »
- Info35, 9 décembre 2016, « Quand la prostitution devient une affaire d'Etat »
- Le Parisien, 13 décembre 2016, « Réseau de prostitution de mineures : des interpellations près de Paris et en Bretagne »
- Info35, 15 décembre 2016, « La police arrête 5 suspects dans une affaire de réseau de prostitution de mineure »

2017

- 20 minutes, 20 janvier 2017, « Rennes : une prostituée retrouvée ligotée dans un appartement »
- 20 minutes, 23 janvier 2017, « Bretagne : le gang agressait les prostituées et volait leurs biens »
- Le Télégramme, 25 janvier 2017, « Prostitution à Quimper. Un phénomène d'ampleur »
- France Bleu Loire Océan, 9 mars 2017, « Une nantaise condamnée pour avoir prostitué deux mineures »
- Le Télégramme, 13 avril, 2017, « Morlaix. Deux prostituées agressées dans un appartement »
- 20 minutes, 14 avril 2017, « Bretagne : deux prostituées violemment agressées à Morlaix »
- Ouest France, 2 juin 2017, « Justice à Quimper. Des prostituées louaient ses appartements »
- Actu.fr, 10 août 2017, « Rennes : du Nord à l'Ille-et-Vilaine, il prostituait sa femme, consentante »
- Ouest France, 11 août 2017, « Pendant les vacances, elle se prostituait dans des hôtels de Rennes »
- Ouest France, 27 septembre 2017, « Lorient. Les coffres forts de l'ex-gérant d'un hôtel de passe en justice »
- Le Télégramme, 7 octobre 2017, « Prostitution à Lorient. Maria s'en est sortie »
- Le Télégramme, 24 novembre 2017, « Lorient. La prostitution étudiante. Une réalité »

2018

- Le Télégramme, 12 janvier 2018, « Brest. Un important réseau de proxénétisme démantelé »
- Ouest France, 12 janvier 2018, « Brest. Un réseau de proxénétisme démantelé »
- Le Parisien, 12 janvier 2018, « Brest. Un trio de proxénètes exploitait 50 filles »
- Le Télégramme, 13 janvier 2018, « Brest. Un réseau de prostitution démantelé »
- Ouest France, 16 janvier 2018, « Brest. Devant le juge, le proxénète présumé minimise son rôle »
- Ouest France, 2 février 2018, « Partie de la gare de Rennes, une ado fugueuse forcée à se prostituer à Toulouse »
- France 3 Bretagne, 3 février 2018, « Un couple toulousain écroué pour avoir prostitué une adolescente rennaise en fugue »
- Ouest France, 6 juin 2018, « Angers. Une étudiante chinoise mise en examen pour proxénétisme »
- Ouest France, 13 juin 2019, « Cesson. Derrière le salon de massage, une entreprise de prostitution ? »
- Ouest France, 13 juin 2018, « Maine-et-Loire. Offre de 'massages sensuels' ou proxénétisme ? »

- Ouest France, 10 juillet 2018, « Bretagne. 'Massages sensuels' ou proxénétisme ? Les juges ont tranché »
- Ouest France, 27 septembre 2018, « Sécurité à Quimper. Ludovic Jolivet : 'on doit montrer les muscles' »
- Ouest France, 17 octobre 2018, « Prostitution des mineurs : 'un phénomène de plus en plus important' »
- Ouest France 18 octobre 2018 : « Prostitution des mineurs : une mère témoigne »
- Le Télégramme, 5 novembre 2018, « Côtes-d'Armor. Elle se prostituait : son mari condamné pour proxénétisme »
- Ouest France, 5 novembre 2018, « Saint-Brieuc. Dans le couple, la prostitution était une 'petite entreprise familiale' »
- Actu.fr, 7 novembre 2018, « Saint-Brieuc : sa femme se prostituait, le mari condamné pour proxénétisme »
- Ouest France, 15 novembre 2018, « Saint-Brieuc. Ils prostituaient une ado de 15 ans : deux hommes écroués »

2019

- France Info, 14 juin 2019, « Un réseau européen de proxénètes qui exploitaient des femmes à Nantes et à Rennes a été démantelé »
- Le Parisien, 14 juin 2019, « Les proxénètes roumaines envoyaient des filles sur les trottoirs de Nantes et Rennes »
- Le Télégramme, 14 juin 2019, « Prostitution. Les gendarmes bretons font tomber les proxénètes roumains »
- Le Télégramme, 14 juin 2019, « Prostitution. Eurojust, une discrète entité au service des enquêtes internationales »
- 20 minutes, 15 juin 2019, « Ils forçaient des jeunes femmes roumaines à se prostituer, 15 suspects interpellés »
- Actu.fr, 15 juin 2019, « Prostitution de jeunes femmes roumaines en Bretagne : quinze personnes interpellées »
- 24Matin.fr, 14 septembre 2019, « Ille-et-Vilaine : 15 ans de prison pour avoir violé et prostitué sa compagne »
- Actu.fr, 15 septembre 2019, « Près de Guingamp. Deux prostituées russes vendaient leurs charmes dans un hôtel »
- Ouest France, 18 octobre 2019, « A Rennes et à Nantes, des prostituées recrutées par 'le clan des gladiateurs' »

Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien dans le Finistère**Côtes-d'Armor**

Date	Structure
21/03/2019	ADALEA – SIAO
21/03/2019	Intervenante sociale en commissariat, Saint-Brieuc
03/05/2019	CIDFF 22 (entretien Skype)
23/05/2019	Police – Direction départementale de la sécurité publique (entretien téléphonique)
28/05/2019	Maison de l'Argoat – Avec elles, Point Santé
29/05/2019	Centre hospitalier de Guingamp – Service social, urgences, médecine interne, gynécologie
29/05/2019	Mission locale de Saint-Brieuc
11/06/2019	Coallia – CADA, HUDA, CAO
11/06/2019	ADAJ
04/07/2019	Centre de planification et d'éducation familiale de Guingamp (entretien téléphonique)
11/07/2019	Steredenn – Espace femmes (entretien téléphonique)
17/07/2019	Maison du département de Dinan, Action sociale, Enfance-famille, PMI
17/07/2019	Le Planning familial des Côtes-d'Armor
17/07/2019	Maison des jeunes et des adolescents
29/08/2019	Groupement de gendarmerie départemental (entretien téléphonique)
10/10/2019	Conseil département des Côtes-d'Armor – Mission départementale MNA
15/10/2019	Tribunal de grande instance de Dinan-Saint-Malo – Procureur (entretien téléphonique)
30/10/2019	Conseil départemental des Côtes-d'Armor - PMI

Finistère

Date	Structure
25/06/2018	AGEHB – Pôle hébergement
25/06/2018	Mission locale de Brest
25/06/2018	Réseau de Périnatalité de Bretagne Occidentale
25/06/2018	Maison pour Toutes LCause
02/07/2018	Conseil départemental – Direction de la Protection Maternelle et Infantile
02/07/2018	Centre Hospitalier Intercommunal de Cornouaille – Service social, CeGIDD, CPEF, COREVIH Bretagne
02/07/2018	Direction des services départementaux de l'éducation nationale – Service social en faveur des élèves et service infirmier
02/07/2018	Abri-côtier de Quimperlé
02/07/2018	Mission locale du Pays de Cornouaille
16/07/2018	Le Planning Familial du Finistère
16/07/2018	Centre Hospitalier Université de Brest – Unité d'accueil des victimes, CeGIDD, Unité médico-judiciaire
17/07/2018	Groupement de Gendarmerie Départemental
17/07/2018	Fondation Massé Trévidy - CADA
17/07/2018	CIDFF 29
14/08/2018	Police - Direction départementale de la sécurité publique
22/11/2018	Tribunal de grande instance de Quimper
08/02/2019	Université de Bretagne Occidentale – Sécurité Défense (entretien téléphonique)

Ille-et-Vilaine

Date	Structure
09/07/2018	We-Ker – Mission locale de Rennes
09/07/2018	CIDFF 35
09/07/2019	Association Saint-Benoit-Labre – Service urgence Monsieur Vincent
09/07/2019	Union des associations interculturelles rennaises
20/07/2019	Marie de Rennes – Maire adjointe déléguée à la santé et à l'environnement
12/02/2019	Psychologue-psycho-criminologue (entretien téléphonique)
20/02/2019	Mairie de Rennes – Direction des sports (entretien téléphonique)
13/03/2019	Archipel Habitat
18/03/2019	Police – Direction départementale de la sécurité publique – Brigade des mœurs
18/03/2019	Police – Direction interrégionale de la police judiciaire
18/03/2019	Université Rennes 1 et Rennes 2 – SIMPPS, service social étudiant, chargée de mission égalité diversité
24/04/2019	Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine – SAFED
24/04/2019	SEA 35 – Le Relais Cleunay
16/05/2019	EHESP
16/05/2019	Police – Direction zonale de la police aux frontières
16/05/2019	PJJ – STEMO Rennes
16/10/2019	Le Refuge

Morbihan

Date	Structure
27/06/2018	Conseil départemental du Morbihan – Direction Enfance-Famille
27/06/2018	Police – Direction départementale de la sécurité publique
28/06/2018	Tribunal de grande instance de Lorient - Procureur
28/06/2018	Police – Direction départementale de la sécurité publique – Groupe Mineurs
28/02/2018	Mouvement du Nid – Délégation du Morbihan

Annexe 4 : Questionnaire en ligne diffusé dans le Finistère

Diagnostic partagé de la prostitution dans le Finistère

(<https://goo.gl/forms/YLEqksprEU6545yy2>)

Les objectifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, la Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Bretagne souhaite aboutir à une connaissance plus précise du phénomène prostitutionnel sur le département du Finistère.

Il s'agit de :

1. Faire remonter les risques et les situations de prostitution identifiés de manière probable, ou avérée, par les professionnel.les de terrain
2. Faire remonter les ressources, les besoins, les attentes, des professionnel.les du département sur la problématique du système prostitutionnel
3. Proposer un plan d'action

Le questionnaire :

Ce questionnaire est adressé aux professionnel-le-s susceptibles de rencontrer ou recevoir des personnes en situation ou en risque de prostitution.

Il est auto-administré, en ligne, via Google Form et nécessite environ 15 minutes de votre temps.

L'ensemble des réponses seront anonymisées lors du traitement des données. La restitution fera apparaître uniquement les structures et les fonctions.

Les questions portent, en priorité, sur votre pratique professionnelle au cours des trois dernières années (2016-2017-2018). Vous pouvez cependant indiquer des données plus anciennes, si elles vous semblent pertinentes pour ce diagnostic.

Qu'entend-on par prostitution ?

La prostitution prend des formes multiples. Elle peut avoir lieu à l'extérieur (rue, route, forêt, parking...) ou dans des espaces clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...).

Elle est rarement nommée comme telle : on parle de débrouille, d'escorting, de michetonnage, de masseuses, d'accompagnatrices, d'hôtesse... Ces termes euphémisent une même réalité : l'achat d'actes sexuels, avec une contrepartie qui peut être financière ou non (hébergement, nourriture, vêtements, téléphone portable...), et des conséquences importantes pour les personnes qui sont marchandisées.

Introduction : quelques données vous concernant

Les réponses au questionnaire seront anonymisées lors du traitement des données.

> Nom de l'organisation ou du service :

> Nom du/de la répondant.e :

> Fonction :

> Adresse mail :

- > Numéro de téléphone :
- > Votre activité principale :
- > Vous remplissez le questionnaire :
 - A titre individuel
 - A titre collectif (service ou structure)
- > Si le questionnaire est rempli à titre collectif, combien de professionnel.les ont-ils/elles été consulté.es ?

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution

- > Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà :
(plusieurs réponses possibles)
 - Identifié des situations de risque prostitutionnel (des personnes vous semblant particulièrement exposées au risque d'entrer dans la prostitution)
 - Identifié, de manière probable ou avérée, des situations de prostitution
 - Eu connaissance, par un tiers, de situations de prostitution
 - Été témoin de situations de prostitution

Si vous n'avez coché aucune case ci-dessus, merci de passer directement à la 2^{ème} partie du questionnaire.

- > Combien de personnes ces situations concernent-elles, environ ?

Description des situations

Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les situations que vous avez identifiées de manière probable ou avérée, que vous avez observées ou que l'on vous a rapportées.

Ces situations peuvent concerner une personne en particulier, ou un groupe de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.

MERCI DE DÉCRIRE UNE SITUATION A LA FOIS : à la fin de la description de la situation n°1, il vous sera proposé d'ajouter une situation n°2 etc.

Situation n°1

(1 personne ou 1 groupe de personnes)

Les personnes concernées

- > Combien de personnes (environ) sont concernées par cette situation ?

- > Ces personnes sont :

**Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.*

- Des femmes
- Des hommes
- Des personnes transidentitaires*

- > Quel âge ont-elles, environ ?

- Moins de 15 ans
- 15-17 ans
- 18-25 ans

- 26-35 ans
- 36-45 ans
- 46-55 ans
- Plus de 55 ans

> Quelle est leur nationalité ?

- Française
- Union Européenne
- Hors Union Européenne

> Pour les personnes étrangères, pourriez-vous préciser leur pays d'origine ?

> Pour les personnes étrangères hors Union Européenne, pourriez-vous préciser leur situation administrative ?

> Quelle est leur situation familiale ?

- En couple ou en famille
- Seul.e avec enfant(s) à charge ou enceinte
- Seul.e sans enfants
- Autre (précisez)

> Comment / où logent-elles ?

- Logement autonome
- Famille
- Logement étudiant
- Centre d'hébergement / Foyer
- Hôtel / Via le 115
- Rue
- Squat
- Tiers / Connaissance / Communauté
- Camp / Bidonville
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation professionnelle ?

- Apprenti.e
- Demandeur.euse d'emploi
- Etranger.e sans titre de travail
- Etudiant.e
- Travailleur.euse indépendant.e
- Salarié.e
- Scolarisé.e (collège, lycée)
- Retraité.e
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation financière ?

- Minima sociaux
- Salaire
- Sans ressources
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs de vulnérabilité qui pourraient conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

L'entrée dans le système prostitutionnel est généralement la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités,

violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques, addictions...)

Les faits de prostitution

> De quelle forme de prostitution s'agit-il ?

La prostitution prend des formes multiples. Dans tous les cas, il s'agit de l'achat d'un acte sexuel (la contrepartie pouvant être financière ou non), avec les mêmes conséquences induites pour les personnes en situation de prostitution. On parle de prostitution "visible" quand les faits de prostitution ont lieu à l'extérieur (route, rue, forêt, parking...) et de prostitution "discrète" quand ils se déroulent dans des lieux clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route
- Rue
- Salon de massage
- Structure d'hébergement
- Via Internet
- Contre hébergement
- Contre autres biens ou services
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous préciser les zones géographiques où ont lieu les faits de prostitution (dans quelles villes, quels quartiers, noms de rues, numéros de routes...)?

> Savez-vous s'il existe un/des proxénète(s) ?

> Pensez-vous que la prostitution de ces personnes est organisée par un réseau de proxénétisme et/ou de traite des êtres humains ?

> Avez-vous des informations concernant les clients de ces personnes ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire une autre situation ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées considère la prostitution comme un système de violences.

Dans ce système, il y a :

- *De multiples auteurs de violences : les clients, les proxénètes, la société dans son ensemble*
- *Des victimes de violences, qu'il convient d'accompagner en tant que telles : les personnes en situation de prostitution*

- > Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà pris en charge des personnes en situation ou en risque de prostitution ?
 - Oui
 - Non

- > Si oui, avez-vous parlé avec elles de prostitution (directement ou de manière suggérée) ?
 - Oui
 - Non

- > Ces personnes avaient-elles des demandes particulières ? Lesquelles ?

- > Quelles réponses ont été apportées ?

- > Avez-vous orienté ces personnes vers d'autres structures ? Lesquelles ?

- > Aborder le sujet de la prostitution avec une personne qui pourrait être concerné vous semble-t-il :
 - Facile
 - Difficile
 - Ni facile, ni difficile

- > Pourquoi ?

- > Vous estimez-vous suffisamment outillé.e ?
 - Oui
 - Non

- > Si non, de quoi auriez-vous besoin ?
 - Information / sensibilisation
 - Appui d'associations spécialisées
 - Formation
 - Outils de prévention
 - Mise en réseau
 - Autre (précisez)

- > Avez-vous déjà suivi, ou allez-vous suivre, une formation en lien avec cette problématique ?
 - Oui
 - Non

- > Si oui, pouvez préciser le type de formation suivie (nombre de jours, titre, intervenant.e...) ?

- > Seriez-vous intéressé.e pour participer à un travail en réseau ou à une démarche de réflexion partagée en lien avec cette problématique ?
 - Oui
 - Non

- > Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Conclusion : pour aller plus loin

- > Acceptez-vous d'être recontacté.e dans le cadre de ce diagnostic ?
 - Oui
 - Non

> Connaissez-vous des personnes ressources pour ce diagnostic ?

- Oui
- Non

> Si oui, pourriez-vous nous indiquer leurs noms / coordonnées / fonctions ?

> Pourquoi sont-elles ressources selon-vous ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Merci !

Nous vous remercions pour votre collaboration.

Pour toutes informations, n'hésitez pas à contacter :

Marion CLEMENT, Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes

Direction départementale de la cohésion sociale du Finistère

02 98 64 92 94

marion.clement@finistere.gouv.fr

Lucie GIL, Chargée de mission diagnostic et communication

Amicale du Nid

01 44 52 56 40 / 06 17 01 36 19

lucie.gil.adn@gmail.com

Annexe 5 : Méthodologie du diagnostic Internet : extraits du diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France³³

1. Le référencement des sites Internet

La première étape a consisté à référencer les sites proposant des annonces d'offre de prostitution. Une liste de 40 sites a été établie. Elle résulte d'un croisement entre, d'une part les résultats de diagnostics déjà effectués par l'Amicale du Nid à Montpellier, Marseille et dans le département de l'Isère, d'autre part, une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ».

a. Trois grandes catégories de sites Internet

Les 40 sites peuvent être répartis en trois grandes catégories :

- Les sites spécialisés en « escorting »

Il peut s'agir de sites d'agences d'escorting, sur lesquels les présentations sont standardisées sous forme de fiches. Celles-ci concernent quasi exclusivement des personnes prostituées femmes, à destination de clients hommes. Les acheteurs peuvent évaluer et commenter les « prestations ». Ils ont aussi la possibilité de « réserver » une « escorte » en ligne. Des moteurs de recherche perfectionnés permettent de trier les offres en fonction de leur zone géographique, des caractéristiques physiques des personnes en situation de prostitution (couleurs de cheveux, d'yeux, de peau, mensurations...) et des prestations sexuelles proposées, qui sont la plupart du temps détaillées explicitement.

Un jargon spécifique est parfois utilisé, pour apporter des précisions sur le déroulement des passes (« incall » ou « outcall » permettent notamment de savoir si la personne prostituée reçoit l'acheteur ou se déplace), les tarifs (qui peuvent être exprimés en « roses ») ou certaines prestations (« GFE », *girl friend experience*, désigne par exemple une sorte de jeu de rôle dans lequel la personne en situation de prostitution doit se comporter comme si elle était la petite amie du client).

³³ <http://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-de-la-prostitution-dans-quatre-departements-dile-de-france/>

Une dimension internationale est souvent présente avec la possibilité de choisir plusieurs langues et l'organisation de tournées (*sex-tours*) aux dates détaillées, dans plusieurs pays. Certains sites renvoient par ailleurs les uns vers les autres, au moyen de bannières publicitaires, en fonction de la zone géographique de l'acheteur (France, Espagne, Belgique, Luxembourg, Canada...).

Le ton est esthétisant, du registre du glamour et du luxe. La présentation est soignée, avec des photos mises en scène et bien éclairées. Les visages sont davantage présents que sur les autres types de sites et un prénom apparaît systématiquement. Les fiches détaillent les caractéristiques physiques des personnes et les prestations sexuelles mais insistent aussi sur le *social time* et la « qualité » de « l'escorte ». On retrouve ainsi des mentions telles que « high level escort », « élégante et raffinée », « bon goût », « luxury escort »...

D'autres sites spécialisés en « escorting » se présentent comme des « annuaires d'escortes », rassemblant à la fois des annonces d'agences et de personnes déclarées comme « indépendantes » ou « occasionnelles ». Ils se rapprochent plutôt, dans leur présentation, de la deuxième catégorie : les sites de petites annonces.

- Les sites de petites annonces

Il s'agit de sites généralistes, pouvant abriter des annonces de prostitution dans les rubriques de rencontres entre adultes et/ou de massages. Les sections « Erotica » de Vivastreet ou « Rencontres adultes » de W-annonce sont par exemple réputées pour héberger de telles offres. Sur les 38 affaires de proxénétisme qui ont été traités par la presse, dans les quatre départements du diagnostic, entre 2015 et 2017, Vivastreet est mentionné 11 fois, W-annonce 6 fois. L'utilisation de ces sites par les réseaux de proxénétisme est par ailleurs confirmée par les professionnel-le-s de la police, de la gendarmerie et de la justice rencontré-e-s en entretien. Ces sites rassemblent un très grand nombre d'annonces, qui ne sont pas toutes des offres de prostitution. Les petites annonces ont été jugées pertinentes pour notre étude lorsqu'elles présentaient les mêmes caractéristiques que celles des annuaires d'escortes ou des rubriques spécialisées des sites de rencontre.

- Les sites de rencontres

Ces sites comportent des annonces de prostitution dans leurs rubriques « escort » et « massages etc. ». Elles sont généralement brèves, beaucoup moins rédigées que sur les sites d'agences d'escorting, parfois avec des fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos, qui peuvent être floues et mal éclairées, présentent des corps, en grande majorité féminins, tronqués, dénudés, dans des positions explicitement sexuelles et soumises. Elles montrent

rarement le visage. Les titres des annonces peuvent mentionner des prénoms ou des pseudos mais ce sont souvent des caractéristiques physiques, une nationalité, une catégorie « ethnique » (« Jolie asiatique », « la black aux formes », « belle brune ») qui sont mises en avant. Les intitulés peuvent aussi faire référence à l'acte sexuel proposé (« d'agréables moments », « massage érotique », « petit plaisir »).

Plusieurs de ces sites présentent des similitudes de design et d'utilisation. Ils renvoient à des contenus identiques, aussi bien au niveau des annonces que des conditions générales d'utilisation et ont donc probablement été conçus par les mêmes auteur-e-s. Peut-être s'agit-il d'une stratégie pour gagner en visibilité sur le web ou d'un système de *backup* pour conserver les données, au cas où l'un de ces sites viendrait à disparaître.

- Un site répertorie également des salons de massages érotiques.

Les annonces détaillent les prestations et les tarifs proposés dans des salons ayant une existence légale, puisque le numéro de SIRET est demandé à la création du compte utilisateur. Le site prétend « référencer uniquement des annonces pour des prestations de bien-être » et décrète que « les massages sensuels (naturiste, body-body, réciproque, ...) proposés par nos inscrit(e)s ne sont en aucun cas des prestations sexuelles et ne peuvent être assimilées à des services d'escorte ou de prostitution ». Les annonces laissent cependant peu de doute, tant leur présentation est similaire à celles présentes dans les autres catégories de sites.

b. Mise en ligne des annonces et conditions générales d'utilisation

Deux tendances ressortent de l'étude des conditions de mise en ligne des annonces et d'utilisation des sites.

Tout d'abord, la publication d'annonces de prostitution est rarement entièrement gratuite, en tout cas si l'annonceur-euse souhaite que son offre sorte du lot. La majorité des sites, soit 29 sur 40, fonctionnent avec un système d'options payantes, auxquelles il est possible de souscrire à l'unité ou sous forme de package (offre « premium » ou « VIP »). Ces options permettent de mettre les annonces en avant et de les distinguer, en les faisant apparaître en tête de liste ou dans des encarts spécifiques, en changeant la couleur et la police du texte, en apposant des mentions telles que « photos réelles » ou « 100% vérifié »... Elles peuvent aussi concerner le nombre de photos autorisées ou la possibilité de modifier l'annonce, et notamment sa localisation géographique, de manière illimitée.

Outre ces options, au moins 4 sites fonctionnent sur un système d'abonnement payant mensuel ou trimestriel. Sur au moins 3 sites, l'inscription est payante.

Au total, le coût de mise en ligne peut varier de quelques euros, 8€ pour toutes les options sur certains sites de rencontre et de petites annonces, à plusieurs dizaines, voire centaines d'euros sur des sites spécialisés en « escorting » ou particulièrement fréquentés comme Vivastreet. Une enquête du Monde³⁴, parue en février 2017, estimait ainsi à plus de 200€ par mois le coût d'une annonce dans la rubrique « Erotica » de Vivastreet (abonnement et options de mise en avant).

La deuxième tendance, qui est probablement en partie un corollaire à la première, est l'effort déployé par les créateurs-trices des sites Internet pour se dégager de toute responsabilité civile et pénale, quant aux contenus publiés sur leurs pages. Cela apparaît clairement dans les conditions générales d'utilisation (CGU). On peut ainsi lire sur escortesexe.net qu'il s'agit seulement d'un « site d'information et de publicité [...] ». Nous sommes juste un site commercial, nous ne sommes pas une agence d'escorte, nous ne faisons pas d'affaires avec des escortes ou de prostitution ». Les CGU de tescort.com précisent quant à elles : « en cliquant sur le bouton "ENTER" ci-dessous, je libère et décharge les fournisseurs d'accès, propriétaires et créateurs de Tescort.com de toute responsabilité quant au contenu et à l'utilisation faite de cette section ». Certaines mentions laissent pourtant peu de doute sur le fait que les propriétaires des sites savent qu'elles-ils hébergent des annonces offrant des relations sexuelles tarifées. Le site de petites annonces Marche.fr indique ainsi dans les conditions générales de sa rubrique « Adultes » : « les détails d'une offre à caractère adulte (escortes, massages, danses érotiques) doivent être discutés en dehors du site ». Une formule que l'on retrouve sous les annonces de plusieurs sites de rencontres est quant à elle beaucoup plus explicite : « ne jamais payer par carte PCS³⁵ avant une rencontre ».

2. La quantification des annonces de prostitution

A partir de la liste des 40 sites référencés, une quantification des annonces a été effectuée. Le décompte a été réalisé en utilisant les critères de tri géographiques proposés par les sites. Les résultats sont donc fonction des villes et/ou départements déclarés par les auteur-e-s des annonces, au moment de la mise en ligne ou de l'inscription.

³⁴ *Le Monde*, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

³⁵ Les cartes PCS (*prepaid cash services*) sont des cartes de paiement prépayées rechargeables. Elles permettent notamment d'effectuer des achats sécurisés en ligne, puisqu'elles ne sont pas affiliées à un compte bancaire.

Un total de 7393 annonces a été répertorié, pour l'ensemble des quatre départements, entre le 27 décembre 2016 et le 13 février 2017. Les chiffres du diagnostic Internet sont présentés à titre indicatif. Ils donnent une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel via Internet.

L'estimation présente plusieurs biais :

- La date de publication des annonces n'étant pas toujours mentionnée, on peut supposer que toutes ne sont pas forcément à jour ni valable au moment où nous les avons répertoriées.
- La quantité de petites annonces sur Internet et le fait qu'elles mélangent parfois offres et demandes, voire prostitution et rencontres sexuelles non-tarifées, rend impossible, sur certains sites, le décompte exact du nombre d'annonces d'offre de prostitution. Dans ces cas, une moyenne d'annonces pertinentes a été établie sur les dix premières pages et multipliée par le nombre total de pages. Les annonces ont été jugées pertinentes, lorsqu'elles étaient similaires à celles des sites et rubriques spécialisés.
- Certains sites proposent une recherche par ville, et non par département. La recherche a alors été menée sur les villes déjà ressorties sur d'autres sites. Certaines annonces n'ont probablement pas été comptabilisées de ce fait.
- La liste des sites établie ne peut prétendre être exhaustive. Plusieurs sites de rencontre nécessitant une inscription, préalablement à leur consultation, n'ont pas pu être étudiés. La Brigade de répression du proxénétisme (BRP), rencontrée au cours du diagnostic partagé, fait également état de sites communautaires, utilisés par des personnes partageant une même origine géographique ou nationalité. Ceux-ci ne sont pas ressortis dans les recherches Google, qui n'ont été effectuées qu'en français, et n'ont par conséquent pas été référencés.
- Tout un pan des nouvelles technologies de l'information et de la communication reste par ailleurs inexploré : les réseaux sociaux et les applications mobiles avec géolocalisation n'ont pas été inclus dans ce diagnostic. Vue l'importance pris par ces médiums dans les relations interpersonnelles et commerciales, mais aussi la récurrence avec laquelle les acteurs-trices de terrain rencontré-e-s en entretien, professionnel-le-s de la jeunesse notamment, ont fait mention de l'usage de réseaux types Facebook ou Snapchat dans les situations de prostitution qu'elles-ils ont identifié-e-s, on peut supposer qu'une part non-négligeable de l'offre de prostitution passant par Internet n'apparaît pas dans notre étude.

Précisons également que l'estimation du nombre d'annonces ne peut correspondre qu'à une photographie à un moment T de l'offre de prostitution via Internet dans chacun des quatre

départements. Les contenus publiés sur Internet évoluent très rapidement. C'est d'autant plus le cas quand ils concernent des activités illicites, telles que le proxénétisme et la traite des êtres humains. Des sites disparaissent régulièrement, rouvrant ensuite sous d'autres noms, voire dans d'autres pays. A titre d'exemple, quatre sites étudiés en février 2017, émanant probablement des mêmes créateurs-trices vue leurs similitudes de design et d'utilisation, semblaient ne plus fonctionner en juillet.

A cela s'ajoute une mobilité accrue des personnes en situation de prostitution et des réseaux de proxénétisme, qui changent physiquement de zones géographiques pour augmenter les rendements, isoler les victimes et compliquer le travail de la police et de la gendarmerie. La pratique des *sex-tours* s'inscrit dans cette logique. Les personnes en situation de prostitution sont transportées de villes en villes, pour quelques jours à quelques semaines, selon un circuit et des dates prévues à l'avance. Nécessitant une logistique importante, ces tournées ne peuvent être le fait que de réseaux bien structurés.

L'enquête du Monde³⁶, de février 2017, avance par ailleurs l'hypothèse que l'hiver serait plus propice à la prostitution via Internet en Ile-de-France, les passes ayant lieu à l'intérieur (hôtels, appartements). La tendance pourrait donc être inverse à celle observée sur la prostitution *outdoor*, dont les chiffres gonflent plutôt en période estivale.

Ces mouvements sont probablement facilités par Internet, qui permet aux réseaux de dématérialiser une part importante de leur organisation : recherche de lieux de passes, réservation de chambres d'hôtels ou d'appartements, racolage et mise en relation avec les acheteurs, blanchiment et transfert d'argent...

3. La constitution d'un échantillon et l'analyse qualitative

Les 7393 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du calculateur gratuit du site checkmarket.com. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a ainsi été fixé à 366. Ces 366 annonces ont ensuite été réparties par département et par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

Plusieurs questions ont été abordées dans cette étape du diagnostic Internet :

³⁶ *Le Monde*, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

- Où, dans chacun des quatre départements, les annonces sont-elles localisées ?
- Quelle est la part de doublons dans les annonces répertoriées et, à partir de là, peut-on donner une estimation du nombre de personnes en situation de prostitution concernées ?
- Comment ces personnes sont-elles présentées ? A-t-on des indices sur qui elles sont ?
- A qui ces annonces s'adressent-elles ? Comment ? Quels termes sont utilisés pour qualifier la situation de prostitution ?
- Quelles précisions les annonces nous apportent-elles sur l'organisation et le déroulement des passes ?
- Peut-on repérer des indices de présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet ?

L'analyse de l'échantillon apporte un certain nombre de réponses, à prendre avec précaution vue les difficultés d'interprétation. Outre le fait que les données sont uniquement d'ordre déclaratif, il est fort probable qu'un certain nombre d'entre elles ne correspondent pas à la réalité des personnes en situation de prostitution mais relèvent davantage d'une stratégie marketing visant à attirer les acheteurs. Nous ne pouvons oublier que la prostitution est un marché extrêmement lucratif. Les éléments collectés sur Internet nous informent donc en partie sur le profil des personnes victimes mais aussi et surtout sur l'état de la demande, et de l'offre développée pour y répondre.

Annexe 6 : Quelques données socio-démographiques des quatre départements bretons (au 1^{er} janvier 2016)

	Côtes-d'Armor (22)	Finistère (29)	Ille-et-Vilaine (35)	Morbihan (56)
Superficie (km ²)	6 878	6 733	6 775	6 822
Nombre d'habitant.es	598 953	908 249	1 051 779	747 548
dont personnes de moins de 30 ans	31%	33%	39%	33%
Densité de population (hab/km ²)	87	135	155	110
Nombre de communes	355	279	345	253
dont communes de moins de 1000 habitant.es	52%	34%	5,2%	6,1%
Cinq plus grandes villes en nombre d'habitant.es	- Saint-Brieuc - Lannion - Dinan - Plérin - Lamballe	- Brest - Quimper - Concarneau - Landerneau - Morlaix	- Rennes - Saint-Malo - Fougères - Bruz - Vitré	- Lorient - Vannes - Lanester - Ploemeur - Hennebont

Source : www.insee.fr